

2010



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DE LA SUPERVISION DES SYSTEMES FINANCIERS

D

R

S

S

F

D

RAPPORT ANNUEL



SOMMAIRE

I. REORGANISATION	4
1.1.Rappel du cadre institutionnel.....	4
1.2.Organisation des services et rationalisation des fonctions.....	4
II. RENFORCEMENT DES RESSOURCES.....	7
2.1.Capacités humaines, techniques et financières.....	7
2.2.Cadre de partenariat.....	13
III. VISIBILITE OPTIMALE	16
3.1.Système d'informations.....	16
3.2.Activités de sensibilisation.....	22
3.3.Reporting et Représentation.....	24
3.4.Etudes	25
IV. SUPERVISION	26
4.1.Contrôle de l'accès à la profession	26
4.2.Veille réglementaire.....	30
4.2.Contrôle sur place.....	31
4.3.Contrôle sur pièces.....	32
4.5.Sanctions.....	36
V. PERSPECTIVES	39
ANNEXES	41



2010

symbolique et annonciateur d'un véritable changement de paradigme, est placé sous le sceau du renforcement de la supervision intégrant l'assainissement du secteur et la gestion de proximité.

Cette supervision basée sur l'anticipation et la sécurisation, gages de la viabilité des institutions et de l'inclusion financière, vise une meilleure protection de l'épargne des populations et celle des usagers contre les pratiques abusives.

Ces fondamentaux de la supervision et de la régulation des activités d'intermédiation financière ont été portés par l'instauration progressive d'un cadre d'exercice assaini apte à favoriser la pérennité de l'offre de services financiers adaptés et la satisfaction des besoins de financement, ainsi que, de façon générale, le développement équilibré du secteur.

Sous cet auspice, la Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés a adopté son Document de Stratégie de la Supervision dont la mise en œuvre a facilité une meilleure maîtrise des SFD.

Plus qu'une revue des activités, le rapport 2010 s'adapte au Plan d'Orientation Stratégique énonçant les missions, la vision et les axes stratégiques articulés autour de la réorganisation, du renforcement des ressources, de la visibilité optimale et du renforcement de la supervision.

Le rapport reflète également l'intégration des fonctions organisationnelle et opérationnelle tout en mettant en perspective le Plan d'assainissement combiné à la déconcentration des services et aux projets structurants constitués par la dynamisation de la cartographie numérisée des SFD, le système de gestion électronique des documents, le e Control et le système d'alerte précoce.

Cette dynamique, soutenue par l'Autorité, bénéficie de l'appui des partenaires et de l'engagement résolu des agents de la Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés.

Mame Boury Ngom TALL

I. REORGANISATION

1.1. Rappel du cadre institutionnel

L'article 18 de la loi 2008-47 du 03 septembre 2008 portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) confère au Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances la tutelle des SFD.

La Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés (DRS-Sfd) est chargée de l'exercice de cette tutelle, aux termes des articles 115 et 116 du décret n°2008-642 du 16 Juin 2008 portant organisation du Ministère de l'Économie et des Finances.

A ce titre, la DRS-Sfd :

1- veille à l'application de la réglementation, notamment :

- à l'instruction des demandes d'agrément et d'autorisation;
- au contrôle et au suivi des SFD pour une surveillance permanente du secteur;
- à l'application des sanctions.

2– assure la veille réglementaire à travers :

- la contribution à l'élaboration et à l'amélioration du cadre juridique, comptable et financier;
- la diffusion des textes réglementaires et supports documentaires;

3– assure un encadrement du secteur par :

- la formation des acteurs sur les pratiques comptables et financières;
- la publication et la mise à jour de bases de données statistiques et financières.

I.2. Organisation des services et rationalisation des fonctions

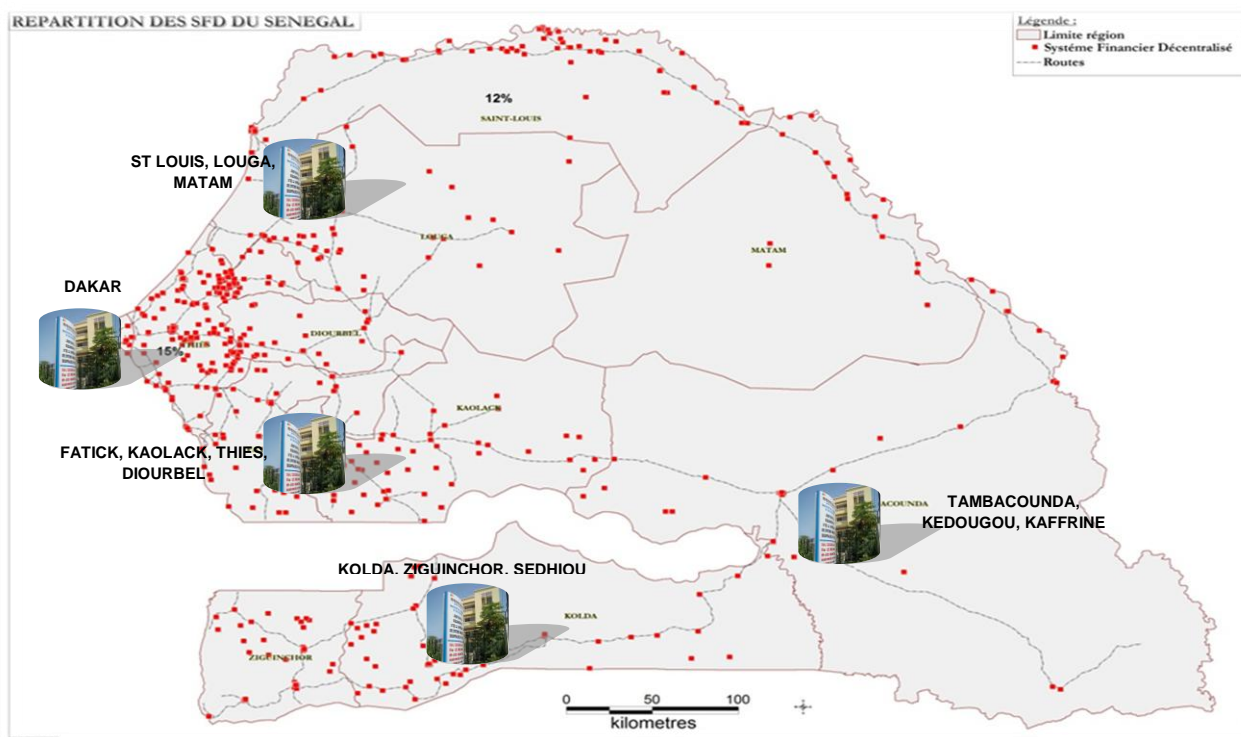
Le décret n°2008-642 du 16 juin 2008 prévoit l'organisation de la DRS-Sfd en :

- un Bureau Administratif et Financier ;
- une Division de la Réglementation ;
- une Division des Inspections ;
- une Division des Statistiques et des Stratégies.

En 2010, il s'est agi de parachever cette organisation en proposant un schéma innovant d'intégration de l'ensemble des fonctions tout en s'assurant de son efficacité.

En effet, l'arrêté n° 5472 du 21 juin 2010 portant organisation de la DRS-Sfd consacre, outre l'inspecteur technique des services et les conseillers, les services rattachés constitués par :

- le Centre de Référence ;
- le Bureau du Courrier ;
- les Antennes régionales (Nord, Sud, Est et Centre).



Pour les besoins de la gestion de proximité et d'une meilleure prise en charge des missions, l'érection des Antennes régionales a été accompagnée par la création de deux (02) Bureaux au sein de chaque Division.

Pour lever les contraintes pesant sur l'efficacité du cadre opérationnel, il était également urgent de prendre des mesures, à effet immédiat, s'inscrivant dans la stratégie globale de rationalisation et de mise en cohérence des activités.

En effet, la création du Guichet des Autorisations a permis de desserrer les goulots dans la réception et le traitement des demandes d'agrément, dans le respect des délais légaux, ainsi que la spécialisation du courrier en destination ou en provenance des SFD.

Pour accroître la performance des inspections sur pièces et sur place, des équipes dédiées et dotées d'une relative autonomie fonctionnelle ont été également mises en place.

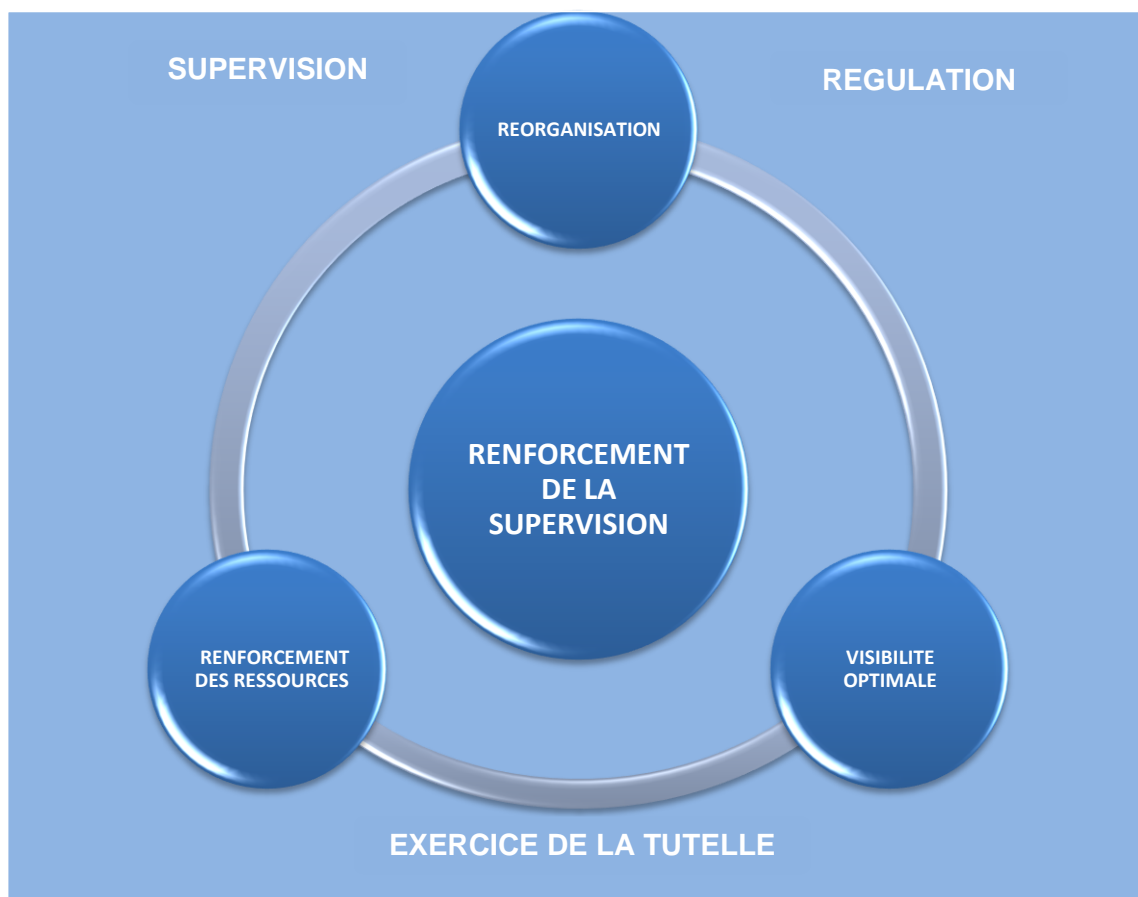
Il s'agit pour l'inspection sur pièces d'analystes financiers constitués en pôle et pour le contrôle sur place d'équipes mobiles habilitées pour procéder, auprès des SFD, aux recensements ou aux vérifications.

L'organigramme en annexe indique l'organisation administrative et fonctionnelle de la DRS-Sfd.

De plus, il a été initié d'importants travaux d'analyse, participatifs et itératifs, afin de sérier les différentes fonctions de la Direction tout en veillant à leur cohérence. Aussi, convenait-il de disposer d'une compréhension partagée des missions et d'en dégager une vision, celle de faire de la DRS-Sfd « **une administration performante au service d'une supervision efficiente du secteur de la microfinance** ».

Cette vision a suscité l'élaboration et l'adoption du Document de Stratégie de la Supervision, ainsi que du Plan d'Orientation Stratégique 2010-2013 centré sur le **renforcement de la supervision** et polarisant trois (3) axes :

- **réorganisation ;**
- **renforcement des ressources ;**
- **visibilité optimale.**

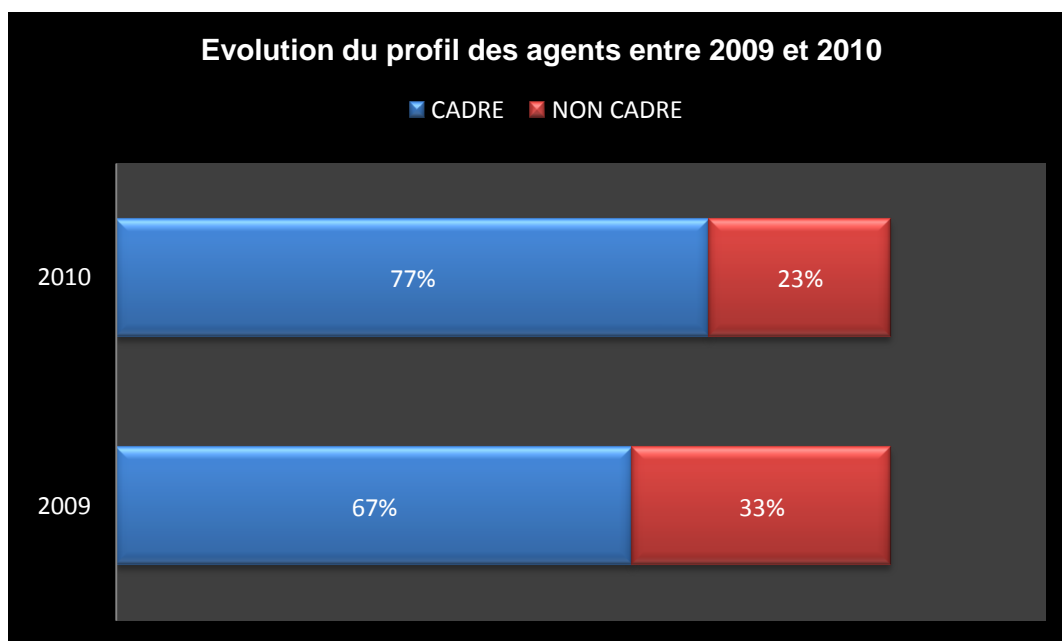
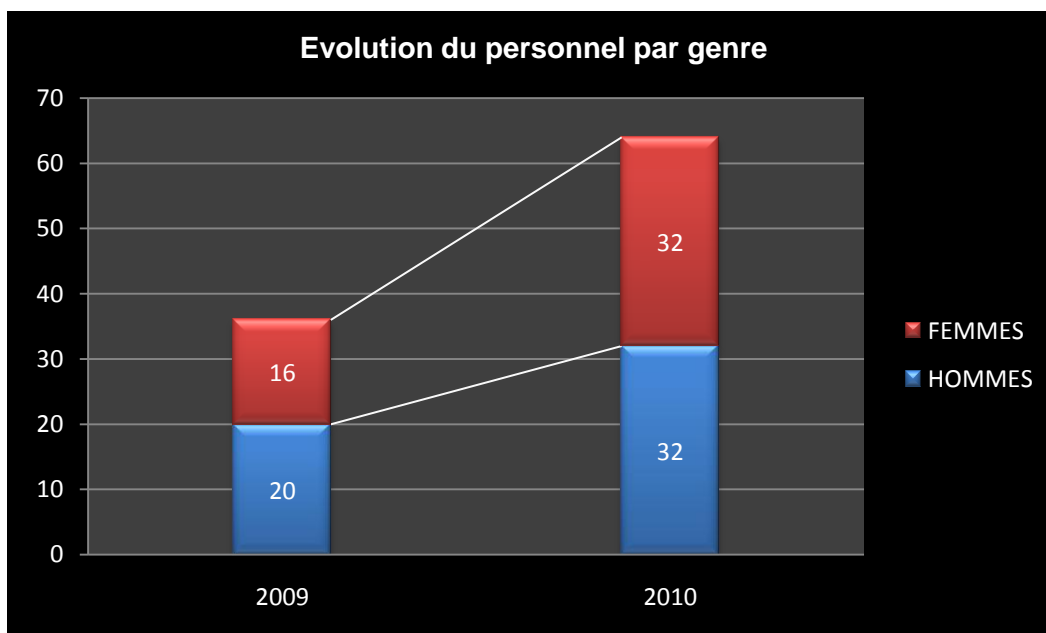


II. RENFORCEMENT DES RESSOURCES

2.1. Capacités humaines, techniques et financières

2.1.1. Ressources humaines

Pour un effectif total de 64 agents en 2010 contre 37 en 2009, le personnel est équitablement réparti par sexe et majoritairement composé de cadres.



2.1.2- Moyens financiers, techniques et logistiques

Les activités ont été principalement financées par le budget de l'Etat avec un renforcement du Fonds d'intervention et des crédits de fonctionnement.

Il convient de noter l'appui de partenaires techniques et financiers à travers :

- la réutilisation des fonds tirés du PEJU
- acquisition d'ordinateurs portables pour l'ensemble des agents, ainsi que des imprimantes ;
- recrutement d'un ingénieur statisticien, d'un ingénieur informaticien, d'un spécialiste en gestion financière et d'un spécialiste en suivi évaluation contrôle ;
- appui au fonctionnement de la DRS-Sfd ;
- renforcement des capacités des équipes d'inspection ;
- élaboration d'un manuel des procédures administratives, financières et comptables.
 - le programme d'Appui à la Lettre de Politique Sectorielle
- appui au fonctionnement de la DRS-Sfd ;
- acquisition de référentiels comptables ;
- contribution à l'exécution des conférences techniques régionales.
 - le programme d'Appui à la Microfinance 1
- acquisition de matériels informatiques (serveurs, logiciels) ;
- dynamisation de la cartographie ;
- Système de Gestion Electronique des Documents (SGED) ;
- paiement des frais de mission d'inspection dans la zone de concentration du projet.
 - le programme d'Appui à la Compétitivité et à la Croissance des PME et à la performance du secteur de la microfinance
- financement de voyages d'études ;
- formations ;
- contribution à la tenue des Conférences techniques régionales.
 - le projet AFR/017
- dotation en matériel informatique (06 ordinateurs portables, 02 imprimantes et un scanner) ;
- formations et séminaires au niveau sous régional.

2.1.3. Formations



Dans le cadre du renforcement de capacité des agents, la DRS-Sfd a pris en charge plusieurs formations et élaboré les termes de références du plan de formation 2010-2015. Il s'y ajoute la formation des agents aux différents ateliers et programmes organisés en partenariat.

THEMES	NOMBRE D'AGENTS FORMES	LIEU	FINANCEMENT
Logiciel TOMPRO	1	Dakar	PEJU
Techniques de communication	4	Saly	PALPS
Passation des marchés	1	Saly	PALPS
Rôle du leasing dans le développement du marché financier	1	Dakar	SFI
Education financière	3	Thiès	PACC
Banque à distance	1	SFI	SFI
Gestion portefeuille de crédit	1	Saly	PEJU
Gestion des risques opérationnels au sein des Sfd	1	Saly	PACC
Analyse financière des SFD	1	THIES	PALPS
Principes généraux de la comptabilité des Sfd	18	Dakar	DRS-Sfd
Nouveau Référentiel Comptable	37	Dakar, Bamako	DRS-Sfd , AFR017
La loi 2008-47 et le décret 2008-1366	12	Dakar, Bamako	AFR017
Lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux	16	Dakar	CENTIF
Boulders	2	Turin	PACC et PAMIF
Instructions des DDA	2	Dakar	AFR017
Bureautique	tous les agents	DRS-Sfd	DRS-Sfd
Gestion des projets	5	DRS-Sfd	DRS-Sfd
Saari	19	DRS-Sfd	DRS-Sfd
Sécurité réseaux	2	Saly	PAMIF
Présentation des mesures préventives, dissolutions et procédures collectives d'apurement du passif	tous les agents	DRS-Sfd	DRS-Sfd
Présentation des infractions et sanctions applicables aux Sfd	tous les agents	DRS-Sfd	DRS-Sfd
Présentations des obligations et interdictions faites aux Sfd	tous les agents	DRS-Sfd	DRS-Sfd

2.1.4. Ateliers et réunions internes

Au cours du premier semestre, les réflexions menées sur les thèmes énoncés dans le tableau ci-dessous ont abouti à la validation de documents de référence pour la DRS-Sfd. Il s'agit notamment :

- du Document de Stratégie de la Supervision;
- du Plan d'Orientation Stratégique 2010-2013;
- de la Revue des activités 2010;
- de l'Enquête sur la perception de la satisfaction des agents;
- du plan d'Assainissement du Secteur de la Microfinance.

Thèmes
Élaboration du projet d'arrêté portant organisation de la DRS-Sfd
Restitution des travaux sur la planification de la supervision
Planification des ressources humaines
Système de supervision de la DRS-Sfd
Plan d'orientation stratégique de la DRS-Sfd
Réutilisation des fonds récupérés du PEJU
Préparation du Conseil présidentiel sur le Micro Crédit : travaux de la sous commission « Renforcement de la surveillance du secteur »
Présentation logiciel SGED
Mise en place de la Base de données sectorielles et financières et de la cartographie
Plan d'assainissement
Élaboration du manuel de procédures
Enquête de satisfaction

2.1.4.1. Document de Stratégie de Supervision

Le Document de Stratégie de Supervision fait le diagnostic et définit les mesures de consolidation des acquis et de correction des faiblesses, avant de dégager le dispositif pour une meilleure maîtrise des SFD.

L'innovation majeure de cette stratégie constitue le renforcement du contrôle à distance par l'opérationnalisation du dispositif d'indicateurs d'alerte mais également par la diversification des types de contrôle sur place. A ce titre, on peut citer :

- l'actualisation de la politique de gestion de l'accès à la profession avec notamment la création d'un guichet des autorisations, d'un comité de validation des notes d'instructions et une surveillance automatisée des délais ;
- la mise en place du dispositif de gestion interne des inspections avec notamment :
 - la spécialisation des missions (équipes dédiées et limitées, élaboration des TDR des missions et simultanéité avec les recensements) ;
 - la création du poste de chef des missions chargé de coordonner l'ensemble des missions de terrain ;
 - la mise en place d'un comité de validation des rapports d'inspection ;
 - le développement d'un système d'alerte précoce.

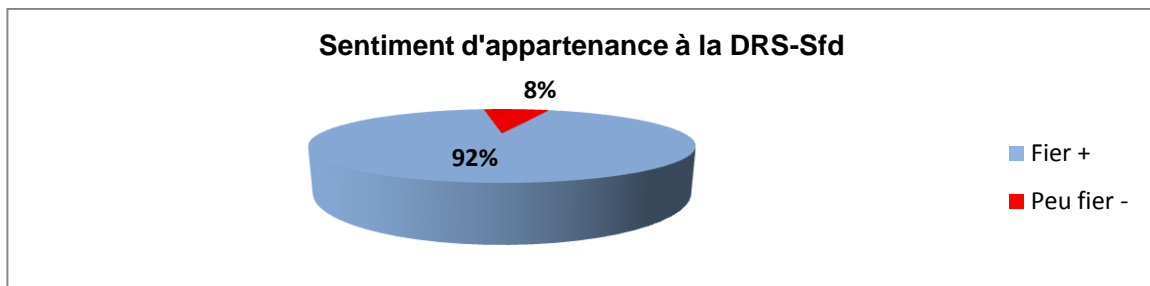
2.1.4.2. Plan d'orientation stratégique

Comme précisé dans la partie introductive, toutes les activités sont articulées autour des axes stratégiques. La revue des activités a été faite en octobre 2010.

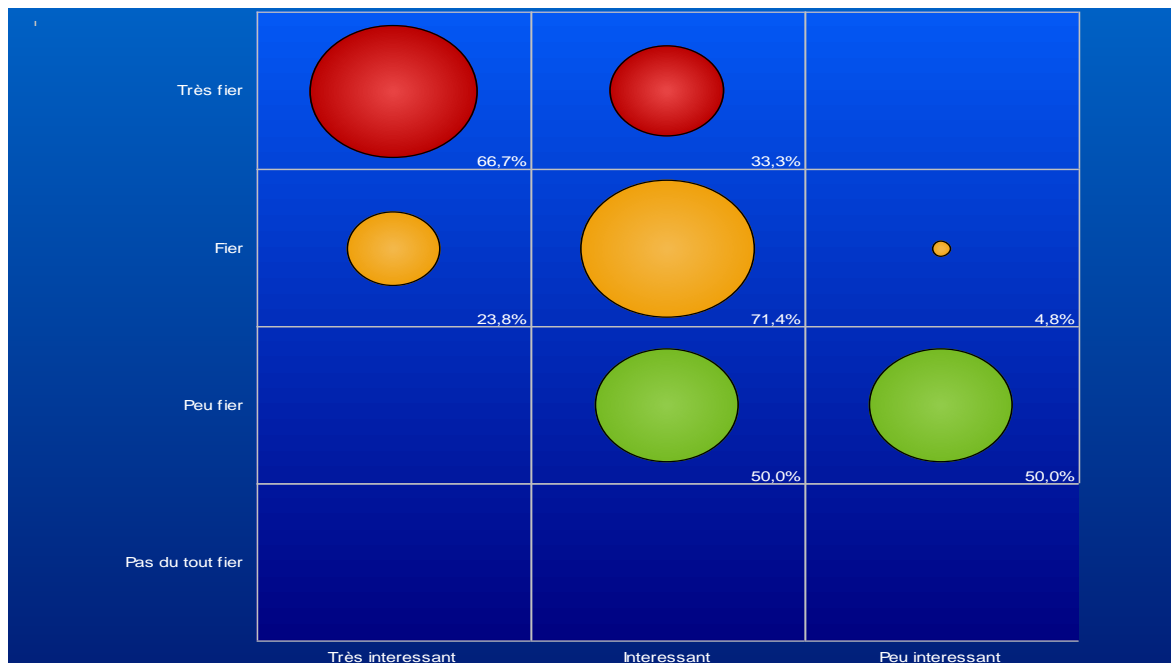
2.1.4.3. Enquête sur la perception et la satisfaction des agents

Cette enquête transversale d'opinions réalisée en mai 2010, sous forme de questionnaires anonymes adressées à l'ensemble des agents visait, notamment :

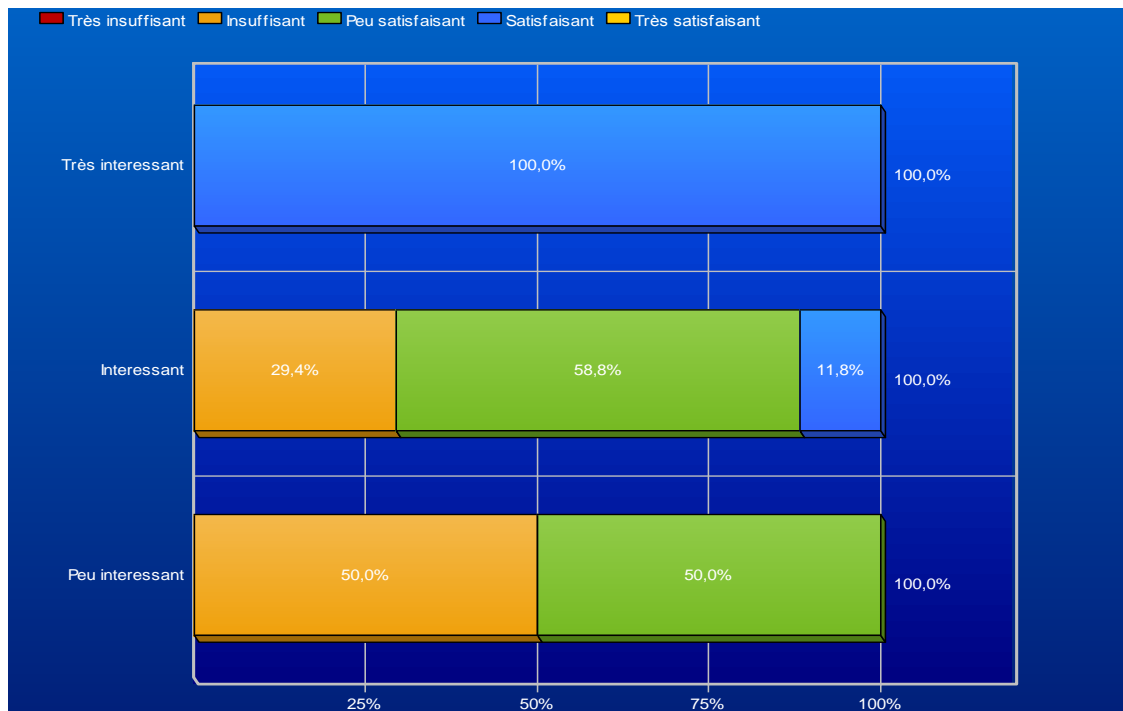
- l'évolution de la perception du sentiment d'appartenance à la DRS-Sfd, des missions, des valeurs et du management ;
- la planification de la carrière et le climat social.



Croisement Sentiment d'appartenance et perception du poste occupé



Croisement perception du poste occupé et appréciation du niveau de revenu



Le rapport intégral est disponible sur le site de la DRS-Sfd.

2.1.4.4. Journées d'intégration

Du 25 au 27 mai 2010 et du 28 au 29 décembre 2010, la DRS-Sfd a tenu, au profit de l'ensemble des agents, des journées d'intégration en vue de favoriser la convivialité entre collègues et la construction d'un « sentiment d'appartenance commune à l'organisation »

2.2. Cadre d'échanges et de partenariat

2.2.1. Echanges

Des rencontres ont été organisées avec des délégations nationales comme étrangères en vue d'échanger sur les missions, projets et cadres de partenariat.

A cet effet, les délégations mentionnées en annexe ont été reçues à la DRS-Sfd.

2.2.2. Partenariats

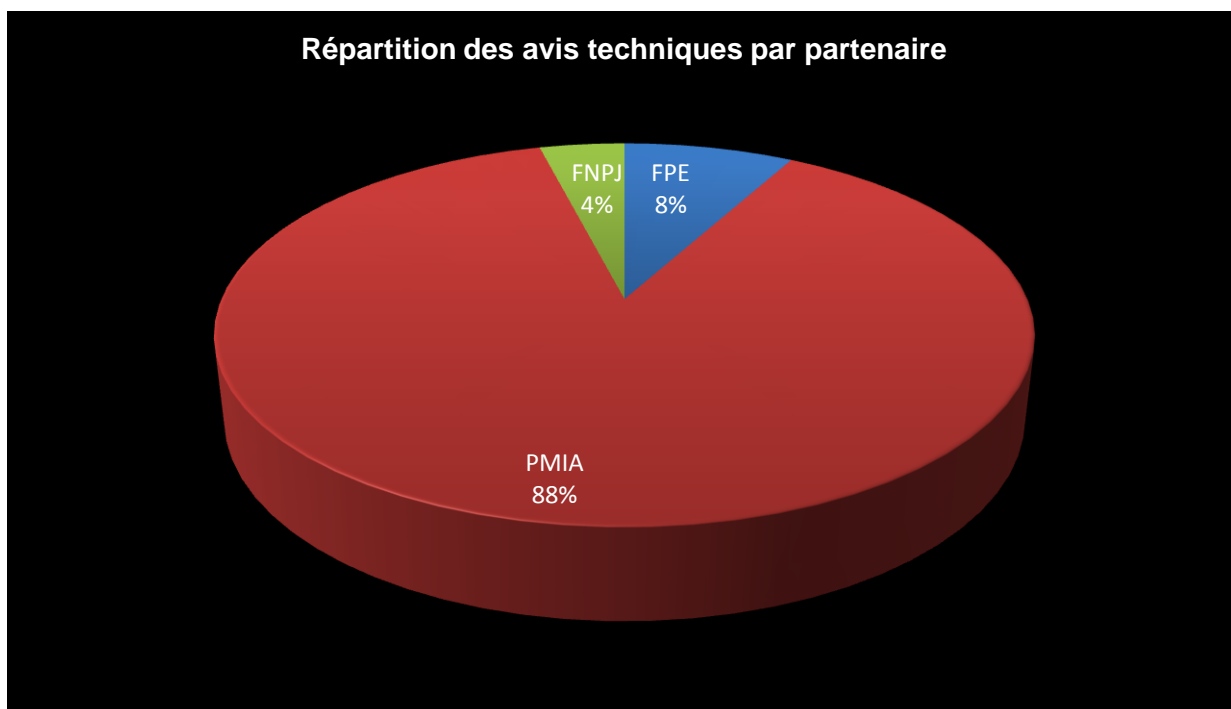
La DRS-Sfd a noué des partenariats avec les structures de gestion de fonds publics ci-dessous:

- Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage des Métiers (PALAM).
- Fonds National de Promotion de la Jeunesse (FNPJ).
- Programme d'Appui à la Lettre de Politique Sectorielle (PALPS).
- Projet de Promotion de L'Entreprenariat Rural (PROMER II).
- Projet de Modernisation et d'Intensification Agricole (PMIA).
- Fonds de Stabilisation de l'Élevage (FONSTAB).

- Fonds de Promotion Economique (FPE).

A la sollicitation de ces partenaires, la DRS-Sfd émet des avis techniques pour contribuer à la bonne gestion des ressources publiques destinées aux SFD. A ce titre, elle siège au niveau des comités de pilotage ou de crédit de ces structures d'appui.

En 2010, la DRS-Sfd a émis 29 avis techniques au titre des demandes de refinancement des SFD.



2.2.2. Participation à la gestion publique

La DRS-Sfd participe à la gestion publique et collabore avec les acteurs institutionnels, en particulier les membres du Comité National de Coordination (CNC) de la microfinance, les Directions et autres administrations du Ministère de l'Economie et des Finances. Elle a participé aux activités du Centre de Traitement Informatique (CTI), Conseil Présidentiel pour l'Investissement (CPI), Centre d'Etudes et de Politiques pour le Développement (CEPOD), Unité de Coordination et de Suivi de la Politique Economique (UCSPE), Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF), Observatoire de la Qualité des Services Financiers (OQSF), Comité Technique de Programmation Statistique (CTPS), Comité de rédaction de la revue échos-finances et du Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF).

Par ailleurs, la DRS-Sfd a mené des activités dans le cadre de la PLASEPRI, du Comité de suivi du plan d'actions de la 2^{ème} Concertation Nationale sur le Crédit (CNC), du Conseil Economique et Social et de l'Instrument de Soutien à la Politique Economique (ISPE)

2.2.2.1. PLASEPRI

Il est attendu de la Plateforme d'appui au secteur privé et à la valorisation de la diaspora sénégalaise en Italie (PLASEPRI), fruit de la coopération sénégalaise-italienne, une contribution majeure à l'offre de financements en faveur des PME et des promoteurs individuels, par l'intermédiaire des institutions financières locales (IFL).

Pour prendre en charge efficacement les engagements souscrits dans ce cadre, il a été mis en place un Comité de Refinancement et de Gestion du Fonds de Garantie de la PLASEPRI, créée par arrêté n°10534 du 09/12/2010 et la DRS-Sfd en assure le secrétariat.

Ledit Comité est chargé de l'instruction et du suivi des dossiers de demande de refinancement soumis par les IFL au Ministre chargé des Finances, ainsi que de la gestion du fonds de garantie, dont les mécanismes seront définis par le règlement intérieur.

En outre, la DRS-Sfd traite les demandes d'acceptation des SFD au dispositif, adressées au Ministre d'Etat et représente le Département au sein du comité de crédit de la ligne microfinance de la PLASEPRI.

2.2.2.2. Conseil Economique et Social

Le Directeur de la Réglementation et de la Supervision des SFD a été auditionné par le Conseil Economique et Social. Dans ce cadre, il a été produit un document sur la contribution des Sfd au financement de l'Economie.

2.2.2.3. Concertation Nationale sur le Crédit

Dans le cadre du suivi des recommandations issues de la 2^{ème} concertation nationale sur le crédit, la DRS-Sfd est membre du comité de suivi et a dirigé les travaux du sous comité chargé de réfléchir sur un cadre réglementaire spécifique au développement des sociétés de cautionnement mutuel. Les TDR ont été finalisés et soumis, pour financement de l'étude, au comité.

2.2.2.4. Instrument de Soutien à la Politique Economique

Dans le cadre de l'examen des mesures de l'Instrument de Soutien à la Politique Economique (ISPE), la DRS-Sfd envoie régulièrement à la DPEE des statistiques sur le secteur de la microfinance. La DRS-Sfd participe également à la revue des mesures dudit programme.

III. VISIBILITE OPTIMALE

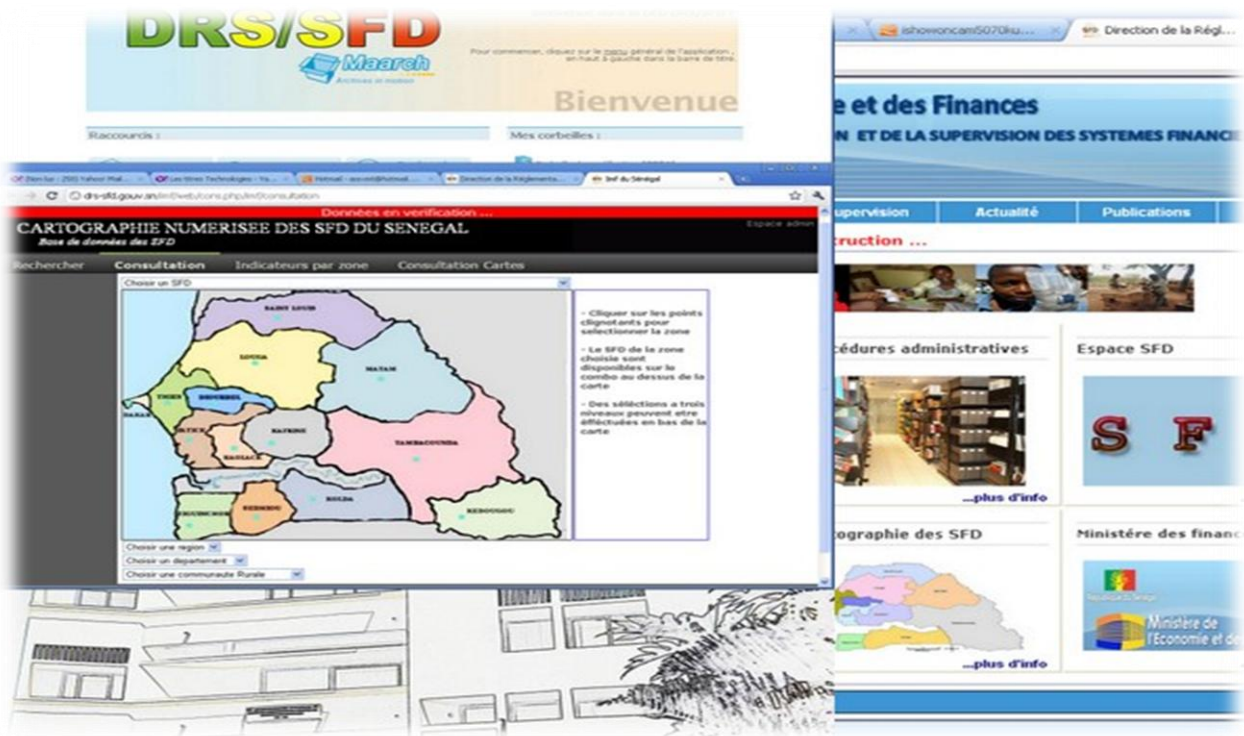
Afin de conforter sa position dans le secteur et accroître sa visibilité, la DRS-Sfd a mis en place un système d'informations en vue de renforcer la communication avec les SFD et, de façon générale, avec les populations.

Dans cette optique, le Centre de Référence, point de contact entre la DRS-Sfd et les usagers, est créé pour mettre en œuvre ce dispositif.

3.1. Système d'informations

La DRS-Sfd a conçu un système intégré de ressources matérielles et des logiciels permettant, à terme, d'automatiser la collecte et le traitement des données, la gestion du courrier, ainsi que la diffusion de l'information.

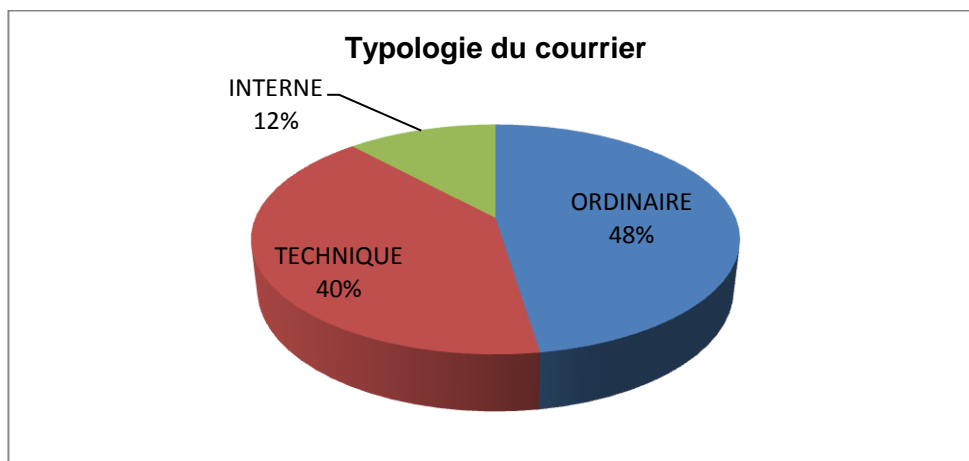
A cet effet, le projet structurant du e Control combiné au Système d'Alerte Précoce s'appuie sur le dispositif du plateau technique comportant le Système de Gestion Electronique des Documents (SGED), le site web et la Cartographie numérisée des SFD liée à la base de données financières.



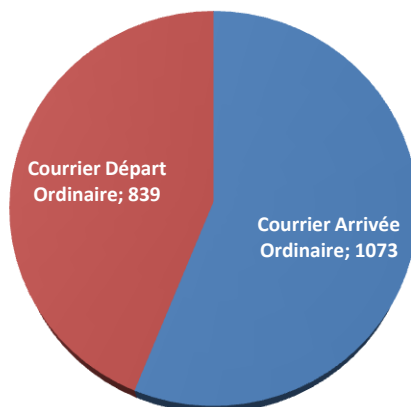
3.1.1. Gestion du courrier

Dans le cadre de la gestion globale, un dispositif dédié à l'enregistrement du courrier en provenance ou en partance des SFD, est mis en place pour une meilleure maîtrise de l'information technique.

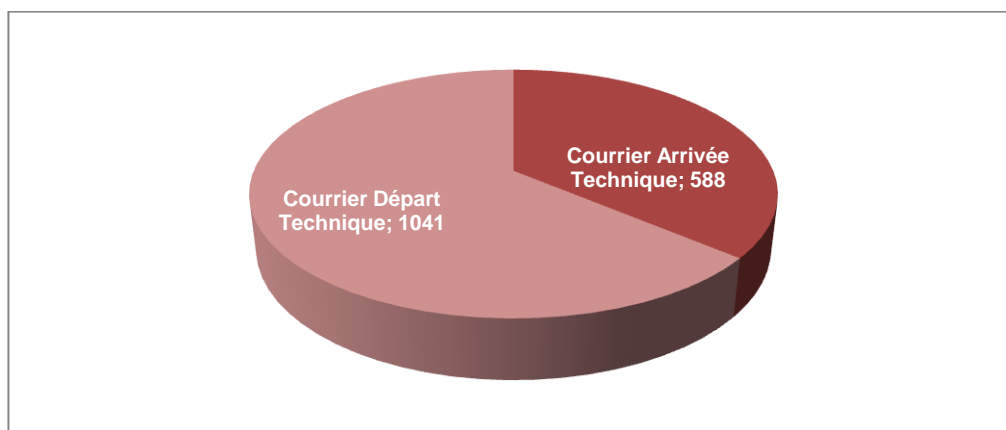
Le Bureau du Courrier a traité quatre mille dix huit (4018) correspondances réparties comme suit :



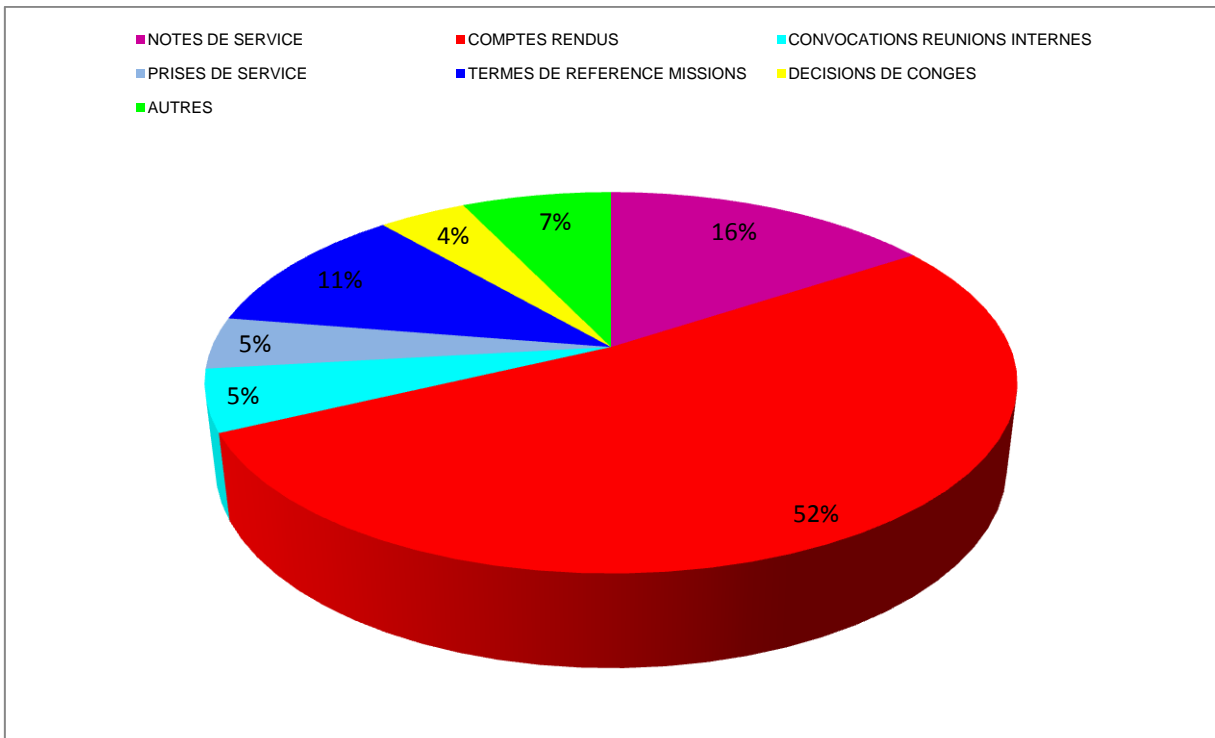
▪ **Courrier ordinaire**



▪ **Courrier technique**



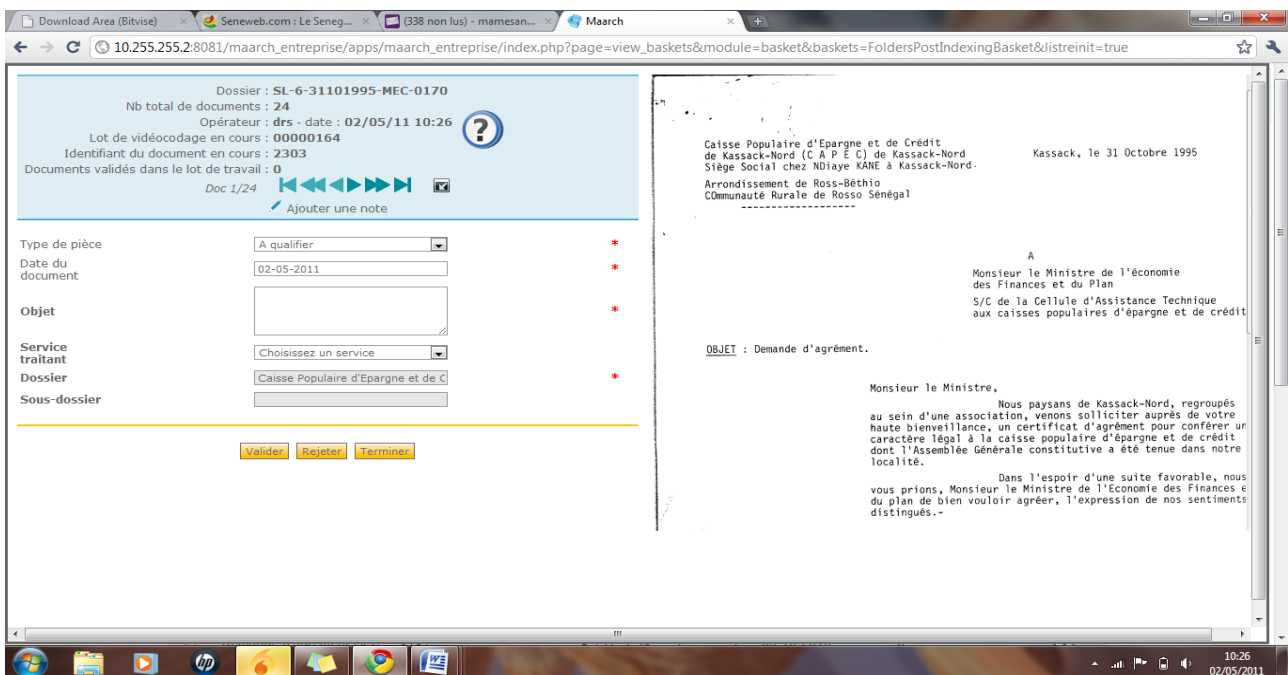
▪ **Courrier interne**



3.1.2. Plateau technique

3.1.2.1. Système de Gestion Electronique des Documents (SGED)

Le Système de Gestion Electronique des Documents, à travers la numérisation de l'ensemble des documents, permet de rationaliser la gestion du courrier, le traitement des demandes d'agrément, l'alimentation des dossiers permanents des SFD et la sécurisation de la mémoire de la Direction.



La première version de l'application a été installée et mise en exploitation à la suite du processus d'étude de l'existant documentaire, de la production des dossiers techniques d'exploitation et des spécifications détaillées. Parallèlement à la reprise du fond documentaire, les dossiers en cours sont numérisés et les agents utilisateurs formés.

Deux mille deux cent quatre vingt sept (2287) documents ont été déjà numérisés comprenant des rapports d'activités et états financiers des SFD, ainsi que des dossiers de demande d'agrément (textes internes, plan d'affaires...).

Le logiciel est accessible en intranet et via le web.

3.1.2.2. Site Web

Afin d'améliorer la communication avec les usagers et offrir aux SFD un espace professionnel sécurisé, le site web de la DRS-Sfd a été mis en ligne sur : <http://drs-sfd.gouv.sn>



3.1.2.3. Cartographie numérisée des SFD

La cartographie numérisée liée à la base de données financières et multi temporelle est accessible à partir du site web. Les utilisateurs ont l'opportunité de consulter les informations disponibles, notamment:

- la géo-localisation des SFD sur l'ensemble du territoire national, jusqu'à l'arrondissement ;
- les indicateurs par zone,
- les données financières de base par SFD ;
- les données consolidées du secteur.

Avec la dynamisation, les SFD pourront suivre leurs données postées et procéder aux modifications autorisées.

3.1.2.4. Utilitaires

Des applications développées permettent la rationalisation des tâches courantes. Il s'agit d'outils de :

- gestion du courrier ordinaire et technique ;
- collecte et de traitement de données statistiques ;
- messagerie interne, de transfert de documents et de partage de l'information ;
- gestion des délais de traitement des dossiers et de suivi des tâches ;
- sauvegarde automatique et régulière des données sur le serveur.

3.1.3. eControl et Alerte Précoce

3.1.3.1. eControl

L'utilisation des TIC pour collecter à distance les données financières et non financières des institutions est la première étape du dispositif de e control.

Partant du constat du nombre et de la dispersion des SFD sur le territoire, un suivi correct des obligations incombant aux SFD ne peut être garanti que par un tel dispositif. En effet, la nouvelle réglementation combinée au référentiel comptable spécifique des SFD rapproche les délais de transmission de données financières et privilégie la supervision préventive.

Ainsi, les données requises seront collectées directement au niveau des Systèmes d'Informations et de Gestion des Sfd pour en garantir la fiabilité et la conformité.

Dans le cadre de la mise en œuvre du eControl , plusieurs activités ont été réalisées. On peut citer:

- l'élaboration d'un plan de mise en œuvre;
- la réussite des tests d'accès à distance à des bases de données de SFD.

L'état d'avancement satisfaisant augure de bonnes perspectives pour le déploiement du projet.

3.1.3.2. Système d'Alerte Précoce

Le profilage des SFD à partir des difficultés constatées a permis de déceler les signaux constitutifs du « portrait robot » d'un SFD en crise. Partant de ce comparateur des règles et normes de prudence ont été édictées en vue de générer des indicateurs d'alerte qualitatifs et quantitatifs, bases du Système d'Alerte Précoce (SAP).

Le SAP, combiné au e-Control permet de mesurer, de façon automatisée, le niveau d'exposition aux risques de chaque SFD. Suivant l'acuité du risque, une alerte spécifique est déclenchée avec indication des mesures adéquates et prédéfinies à mettre en œuvre, notamment :

- inspection globale ou spécifique ;
- convocation des dirigeants et/ou de l'assemblée générale ;
- suspension totale ou partielle des pouvoirs des dirigeants ;
- suivi rapproché.

Quelque soit la décision prise, elle doit être exécutée immédiatement pour circonscrire les risques. Pour un fonctionnement efficace du SAP, il est essentiel d'alimenter, à temps réel, la base de données sur les SFD et de disposer de ressources pour intervenir en tout lieu et à tout moment. A ce titre, la proximité est importante et la mise en place des antennes régionales y contribue.

3.2. Activités de sensibilisation

Outre les activités de sensibilisation et de formations, les Conférences techniques régionales (CTR) ont été un moment phare de communication et d'échanges avec l'ensemble des acteurs.

3.2.1. Conférences techniques régionales

Le concept de Conférences techniques régionales (CTR) répond au souci de rapprocher la Direction des usagers du secteur de la microfinance et de sensibiliser les acteurs sur la réglementation des SFD. Ces rencontres ont également été une opportunité de communiquer sur les défis liés à la consolidation du secteur. Les locaux de la DRS-Sfd ont abrité la conférence de lancement des CTR le 29 octobre 2010 en présence de la presse écrite et audiovisuelle.

Les CTR se sont déroulées sous forme de conférences publiques, émissions radiophoniques et distribution de supports:

▪ Conférences publiques

Le thème général, «SFD : accès et maintien dans la profession», a permis de développer des communications axées sur la présentation de la DRS-Sfd, les procédures d'instruction des dossiers de demandes d'agrément, les droits et obligations des membres d'une IMCEC ainsi que le rôle des organes, les obligations des Sfd, le contrôle interne, le dépérissement des GEC et le retrait d'agrément.

▪ Distribution de supports documentaires

Au terme des conférences publiques tenues dans les douze (12) régions visitées, des supports documentaires élaborés sur la base de la veille réglementaire de la DRS-Sfd étaient mis à la disposition des professionnels et du grand public.

La presse a également bénéficié d'un document de cadrage relatif à la situation du secteur et subséquemment aux mesures engagées par le Département en faveur de sa consolidation.

▪ Emissions radiophoniques

Echanges avec les auditeurs sur :

- la gouvernance des Sfd.
- la légalité des taux d'intérêts appliqués par les Sfd ;
- la mise en place d'une centrale des risques ;
- la bancarisation et la domiciliation des salaires au niveau des Sfd ;
- la concurrence entre banques et IMCEC ;
- l'entrée des sociétés commerciales dans le secteur et la mise en réseaux ;
- la formation et l'encadrement des Sfd ;
- l'application des sanctions ;



3.2.2. Sensibilisation au niveau des médias

En partenariat avec le Programme d'Appui à la Microfinance (PAMIF1) plusieurs émissions radiophoniques ont été tenues à Kaolack et Diourbel. La DRS-Sfd a également participé à une émission télévisée de la RTS sur les enjeux de la réglementation.



3.2.3. Autres Activités de sensibilisation

Avec l'appui de l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Diourbel et du Programme d'Appui à la Microfinance (PAMIF1), deux missions de sensibilisation et de vulgarisation ont été organisées au profit des acteurs afin de leur permettre de se familiariser aux innovations de la nouvelle réglementation.

Régions	Nombre de structures	Durée du séminaire (jour)	Date
Diourbel	12	2	13-14 Mai 2010
Thiès	10	2	17-18 juin 2010
Total	22	4	

3.3. Reporting et Représentation

Pour rendre compte de l'exécution de ses missions aux autorités, la DRS-Sfd, outre la transmission du compte rendu hebdomadaire de la coordination des services, produit périodiquement des rapports sur les activités.

Suivant la teneur des informations, sont déterminés les autres destinataires desdits rapports.

Tableau : rapports périodiques

Nombre	Rapports	Destinataires	Délai
53	Rapports de mission	MEF, BCEAO, SFD	2 mois après la fin de la mission
4	Rapports trimestriel	MEF, BCEAO	1 mois après la fin du trimestre
1	Rapport annuel	MEF, BCEAO, Partenaires, Public	3 mois après la fin de l'année
2	Rapport semestriel	MEF, BCEAO, Partenaires, Public	3 mois après la fin du semestre
1	Rapport de surveillance	MEF, BCEAO	1 mois après la fin de l'année
50	Coordination des services de la DRS-Sfd	MEF, Agents DRS-Sfd	1 semaine après la réunion hebdomadaire
2	Revue des activités	MEF, Agents DRS-Sfd	semestriel
1	Données consolidées des Sfd	MEF, BCEAO, Partenaires Public	3 mois après la fin de l'année

Les rapports publics et les autres publications de la DRS-Sfd sont disponibles sur le site web. Quant à la fonction de représentation, elle a occupé une place importante avec cent soixante sept (167) activités répertoriées.

Le tableau, en annexe, en donne les détails.

3.4. Etudes

Courant 2010, plusieurs études portant notamment sur le nouveau cadre réglementaire ont été réalisées. On peut citer :

- étude comparative de l'ancienne réglementation de 1995 et la loi nouvelle loi de 2008;
- infractions et sanctions applicables aux Sfd ;
- obligations réglementaires des Sfd ;
- cas de dissolution et spécificité des procédures collectives d'apurement du passif applicables aux Sfd ;
- dépérissement des GEC ;
- étude comparative des ratios prudentiels de mars 1998 et ceux de 2010.

Plusieurs autres études portant sur la contribution des Sfd au financement de l'économie et sur la mise en œuvre des projets structurants ont été réalisées, en particulier sur les modèles d'alerte précoce et le scoring.

IV. SUPERVISION

En vue de maîtriser les risques liés au développement des activités d'intermédiation financière et d'assurer un encadrement efficace des Sfd, le renforcement de la supervision reste le garant de la stabilité du secteur.

Aussi, a-t-il été adopté et mis en œuvre le Document de Stratégie de la Supervision, organisant le cadre pour la sécurisation de l'accès et du maintien dans la profession de SFD.

4.1. Contrôle de l'accès à la profession

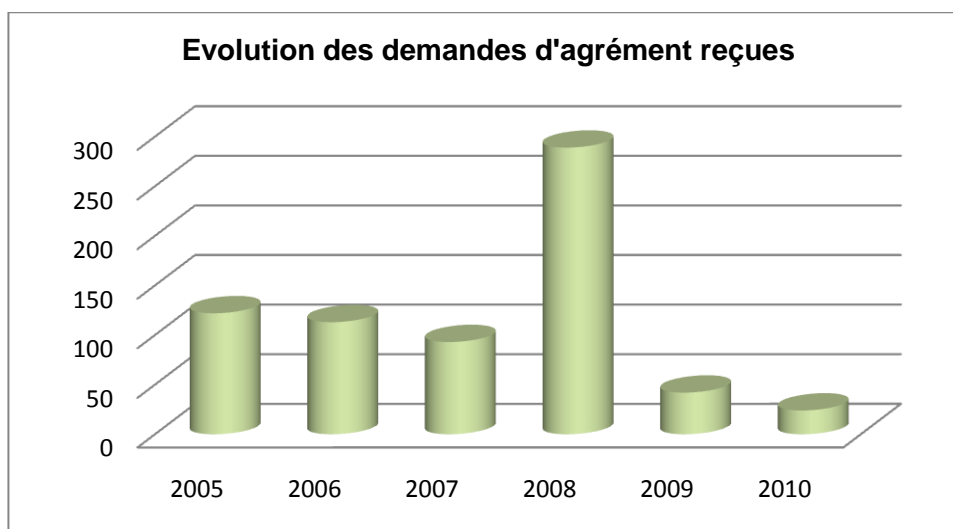
Avec la rationalisation des fonctions, Il a été mis en place un nouveau dispositif d'instruction des demandes d'agrément (DDA). Les mesures, ci après, ont permis d'apurer, dès la fin du premier semestre 2010, le stock de DDA en souffrance et d'améliorer la qualité du service. Il s'agit de :

- la création du Guichet des autorisations pour la gestion des procédures de dépôts et des délais légaux ;
- la publication des délais légaux de traitement des dossiers auprès des usagers et des partenaires ;
- la mise en place du Système de gestion électronique des documents (SGED) ;
- la surveillance automatisée de ces délais et décisions correspondantes notifiées aux promoteurs;
- la création du Comité interne de validation des dossiers d'instruction, pour assurer le suivi, la célérité et la transparence dans le traitement des DDA ;
- la gestion anticipative et concertée des DDA avec la BCEAO.

4.1.1. Demandes d'agrément

Tableau : Evolution des demandes d'autorisation enregistrées entre 2005 et 2010

Demandes d'autorisation d'exercice	2005	2006	2007	2008	2009	2010
IMCEC	107	109	88	288	35	20
GEC	7	0	1	0	0	0
Associations	8	4	4	1	2	1
Sociétés commerciales	0	0	0	0	5	3
TOTAL	122	113	93	289	42	24



4.1.1.1. Guichet des autorisations

Au niveau du guichet des autorisations, la demande d'agrément est suivie depuis l'enregistrement jusqu'à la délivrance du récépissé de dépôt dans un délai de quinze jours avec une période suspensive à la délivrance d'un avis de non-conformité.

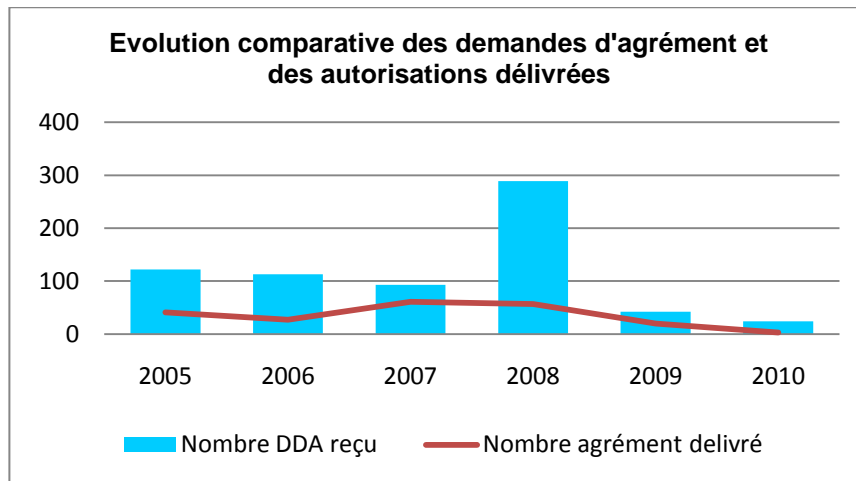
En 2010, vingt-quatre dossiers ont été reçus contre quarante-deux (42) en 2009, soit une baisse de 43%. Sur le stock de 2010, treize (13) ont été admis en instruction sur la base de la délivrance du récépissé de dépôt.

	Demandes reçues	Demandes d'informations complémentaires*	Récépissés de dépôt	Dossiers classés
IMCEC	20	16	09	08
Sociétés commerciales	03	01	04	0
Associations	01	0	0	0
Total	24	17	13	08

4.1.1.2. Instruction des dossiers

Dans le cadre de l'instruction des dossiers de demandes d'agrément, il est important de souligner la réactualisation des dossiers antérieurement admis pour les rendre conformes à la loi 2008-47 du 03 septembre 2008.

Formes juridiques	Dossiers instruits	Dossiers rejetés	Dossiers classés	ANC notifiés	Dossiers transmis à la BCEAO	agréments accordés
IMCEC	25	06	62	50	28	01
Sociétés commerciales	04	02	03	7	04	02
Association	-	01	-	-	-	-
Total	29	09	65	57	32	03

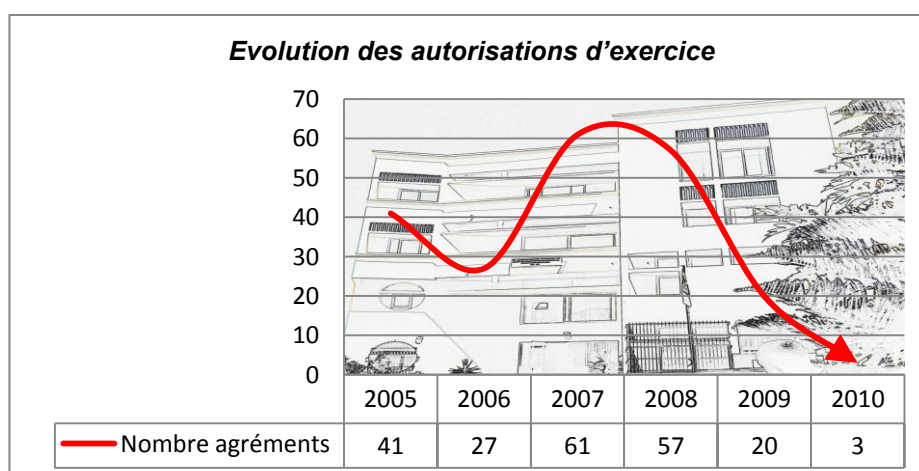


4.1.1.3. Agrément

En 2010, trois (3) agréments ont été accordés par le Ministère de l'Economie et des Finances, deux à des sociétés commerciales MICROSEN et Saint Louis Finances et le troisième à Currie Microfinance, une Institution Mutualiste ou Coopérative d'Epargne et de Crédit (IMCEC).

Tableau : Evolution des autorisations d'exercice

Types de structures	2005	2006	2007	2008	2009	2010	EVOL 2005/2010
IMCEC	32	27	59	55	20	1	
GEC	6	0	1	0	0	0	
Sociétés privées (SA, SARL)	0	0	1	2	0	2	
Association	3	0	0	0	0	0	
Total	41	27	61	57	20	3	

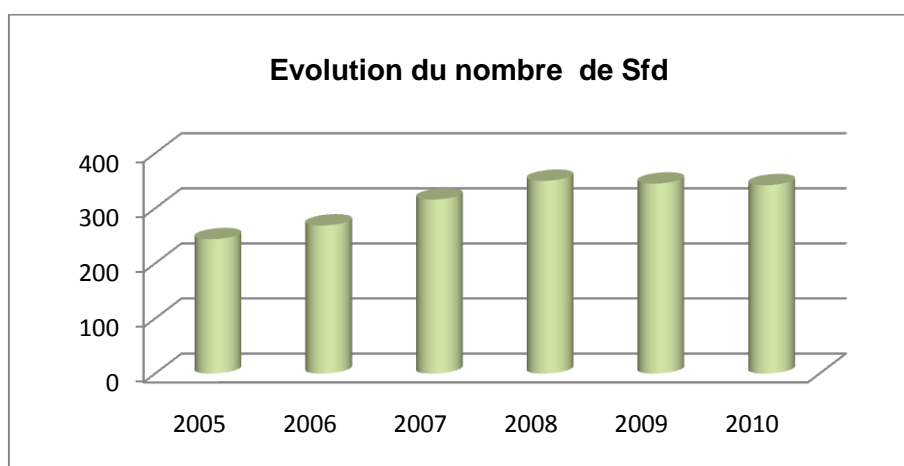


Sur l'ensemble des dossiers traités, trois (3) SFD ont été agréés en 2010 contre vingt (20) en 2009, soit une diminution de 17 en valeur absolue et 85% en valeur relative.

Il importe de souligner que le nombre d'autorisations d'exercice délivrées a connu, entre 2007 et 2010, une baisse continue justifiée des conditions d'accès plus sélectives et une stabilisation du secteur.

4.1.1.4. Effectif de SFD

En application de la nouvelle méthode communautaire de décompte, l'effectif de SFD est de 342. Cet effectif n'intègre pas ainsi les 202 institutions affiliées, les 205 Groupements d'Epargne et de Crédit (GEC) et les 5 Structures signataires de convention cadre (SSCC).



SFD

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Total Sfd	244	269	316	350	345	342
Nombre de sociétés commerciales	0	0	0	0	0	2
Nombre IMCEC (b=b₁+b₂+b₃+b₄)	244	269	316	350	345	340
• Confédérations (b₁)	1	1	1	1	1	1
• Fédérations (b₂)	1	1	1	1	1	1
• Unions (b₃)	7	9	10	11	11	11
• Caisses unitaires non affiliées (b₄)	235	258	304	337	332	327

GEC

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de GEC	315	315	316	316	219	205

SSCC

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de SSCC (a = a₁+a₂)	7	5	6	8	8	5
• Associations (a₁)	7	5	5	5	5	2
• Sociétés privées (SA et SARL) (a₂)	0	0	1	3	3	3

4.2. Veille réglementaire

4.2.1. Fiscalité des SFD

La DRS-Sfd a participé à la réflexion sur la fiscalité des SFD et coordonné, à ce titre, les observations des structures du Ministère, en préparation de l'atelier de restitution de l'étude y afférente, tenu à Ouagadougou en avril 2010. Dans la même dynamique, la réflexion est en cours sur l'exonération des Sfd constitués sous forme de sociétés commerciales à la taxe sur les opérations bancaires (TOB).

4.2.2. Finance islamique

La DRS-Sfd contribue aux activités d'implémentation de la finance islamique et dans ce cadre, il a été mis place un comité de réflexion.

4.2.3. Sociétés de Cautionnement Mutuel

La mise en œuvre des recommandations issues de la deuxième concertation nationale sur le crédit a conduit à la formulation d'un plan d'actions.

Les travaux sur la promotion des institutions de financement spécialisées et la diversification des produits prévoient la mise en place d'un cadre réglementaire spécifique favorisant la création et le développement de sociétés de cautionnement mutuel (SCM). La DRS-Sfd a conduit les travaux du comité pour l'élaboration des termes de référence qui ont été finalisés et transmis au comité. Dans ce cadre, elle a reçu une mission d'experts français en matière de cautionnement mutuel.

4.2.4. Système de garantie des dépôts

Conformément aux dispositions de l'article 69 de la loi 2008-47, les SFD doivent adhérer à un système de garantie des dépôts. Les termes de références pour une étude de faisabilité ont été élaborés et proposés aux partenaires pour son financement.

4.2.5. Chambre des notaires

La DRS-Sfd a échangé avec les notaires sur les dispositions réglementaires, en particulier sur l'exigence de présenter, avant la délivrance de l'agrément, un acte notarié attestant de la libération intégrale des parts sociales, pour les IMCEC et celle du capital social pour les Sfd constitués sous forme de sociétés commerciales.

4.2.6. Micro assurance

La Direction des Assurances a été contactée pour échanger sur les opportunités de cette activité régie par le Code CIMA et soumise à autorisation préalable par la loi 2008-47.

4.2.7. Prise de participation de SFD à des sociétés commerciales

La conformité de la participation de FCCMS au capital du groupe CMS a été vérifiée.

4.2.8. Certification des comptes

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'instruction n°06-06-2010, des séances de travail ont été tenues avec l'Ordre National des Experts Comptable et Comptables Agréées (ONECCA) sur la certification des comptes et sur les difficultés d'accès des Sfd non soumis à cette obligation

4.3. Contrôle sur place

4.3.1. Missions d'inspection

Les missions de l'année 2010 ont débuté au mois d'avril. Cinquante-trois (53) missions ont été exécutées entre avril et décembre contre vingt-sept (27) en 2009, soit une évolution de 96%. Les cinquante-trois (53) rapports ont été validés et notifiés aux SFD.



Ces contrôles ont révélé les constats majeurs suivants :

- Insuffisances dans la gouvernance ;
- absence de procédures administratives et opérationnelles adéquates, sources de dysfonctionnements dans la gestion des institutions;
- insuffisance du contrôle interne qui ne permet pas de circonscrire les risques ;
- dégradation de la qualité du portefeuille due aux défaillances notées dans l'étude, le montage et le suivi du crédit ;
- non respect des normes de gestions prudentielles édictées par les instructions de la BCEAO relatives à la couverture des emplois à long et moyen terme par des ressources stables et à la limitation des risques portés par l'institution.

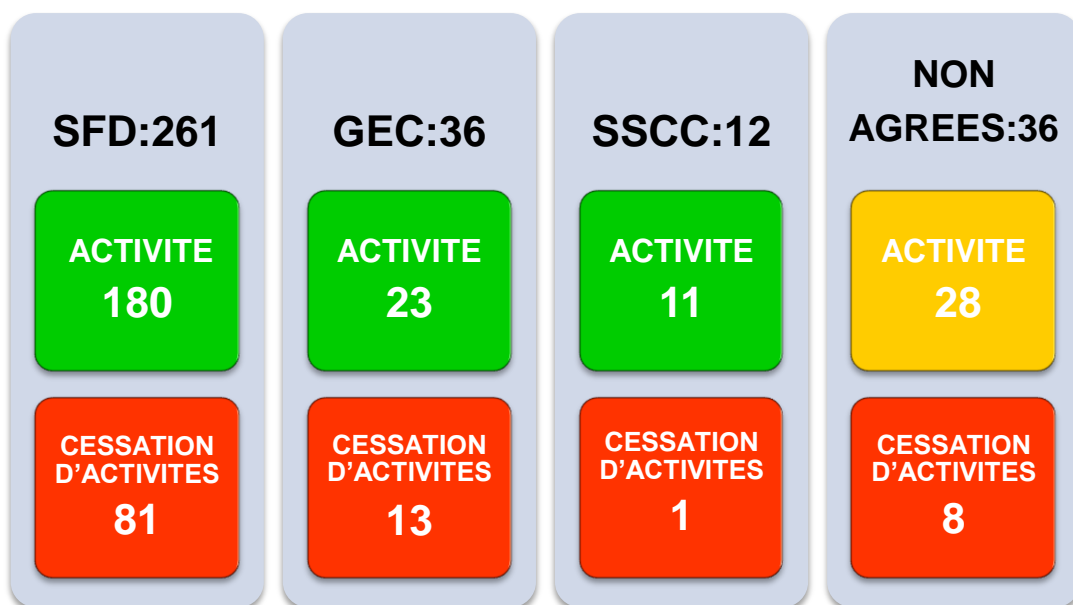
4.3.2. Missions de recensement

Dans le cadre du processus d'assainissement du secteur, les missions de recensement ont permis de mettre à jour les bases de données sur la situation des institutions en exercice.

Les résultats ont indiqué plusieurs types d'institutions, notamment des structures exerçant illégalement, en difficulté et en cessation d'activités.

Le recensement a également concerné les GEC les SSCC devant déperir légalement le 31 janvier 2011.

Au total, les trois cent quarante cinq (345) structures recensées sont réparties comme suit :



4.4. Contrôle sur pièces

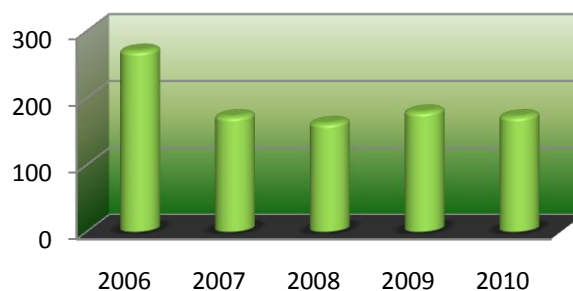
4.4.1. Rapports annuels

Conformément aux articles 50 et 51 de la loi 2008-47 et de l'instruction n°018-12-2010, les SFD sont tenus de transmettre un rapport annuel au Ministre, dans un délai de six (6) mois après la clôture de l'exercice.

Cent soixante douze (172) rapports annuels (rapports d'activités et états financiers) ont été reçus, contre cent soixante-dix-neuf (179) en 2009.

ANNEE n	2005	2006	2007	2008	2009
rapports reçus en n+1	270	172	162	179	172

Evolution rapports reçus

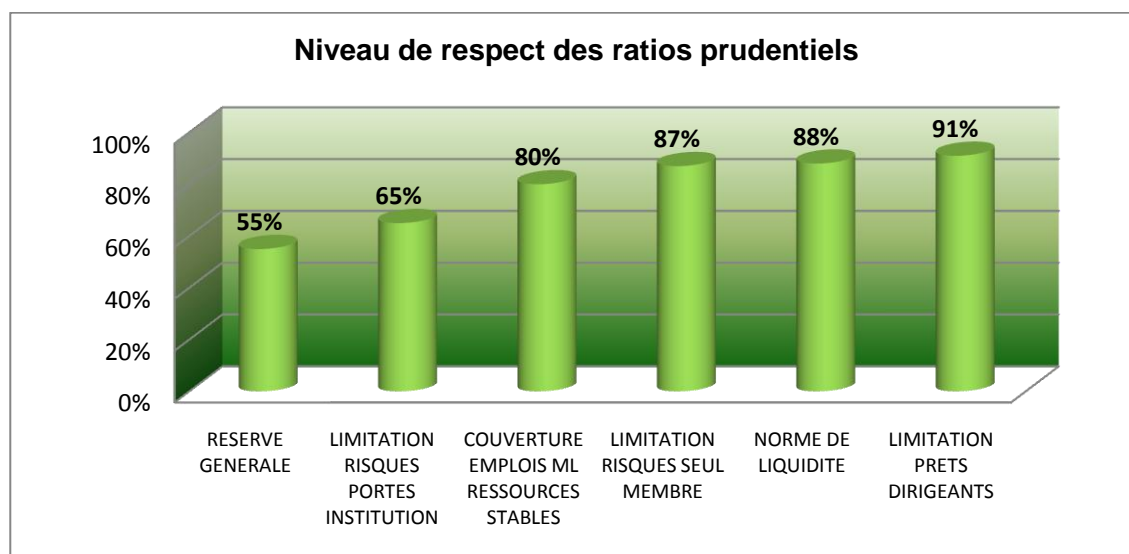


Un dispositif d'exploitation systématique des rapports d'activités et états financiers a été mis en place avec un personnel dédié composé d'auditeurs financiers. Ainsi, la totalité des rapports annuels reçus des SFD ont été analysés et, trois mois après le délai légal de transmission, les données consolidées de l'année ont été publiées.

Les tendances affichent une évolution de l'activité, par contre l'ampleur des risques encourus a exigé un meilleur ciblage des institutions à inspecter. En effet, les rapports annuels ont fait ressortir plusieurs insuffisances, notamment:

- l'absence de rapports d'activités et de notes devant accompagner les états financiers;
- le non-respect de l'instruction n°001-2009 de la BCEAO (absence des tableaux annexes relatifs à l'état des crédits en souffrance, le tableau des informations annexes) ;
- le déséquilibre de la situation patrimoniale entre l'actif et le passif ;
- la différence relevée entre le montant de l'excédent ou déficit de l'exercice figurant sur le compte d'exploitation et celui de la situation patrimoniale ;
- le non-respect de l'instruction n°7 relative à la production de données générales sur l'institution.

Concernant le non-respect des ratios prudentiels, une étude spécifique a été faite sur la base des données consolidées de 2009.

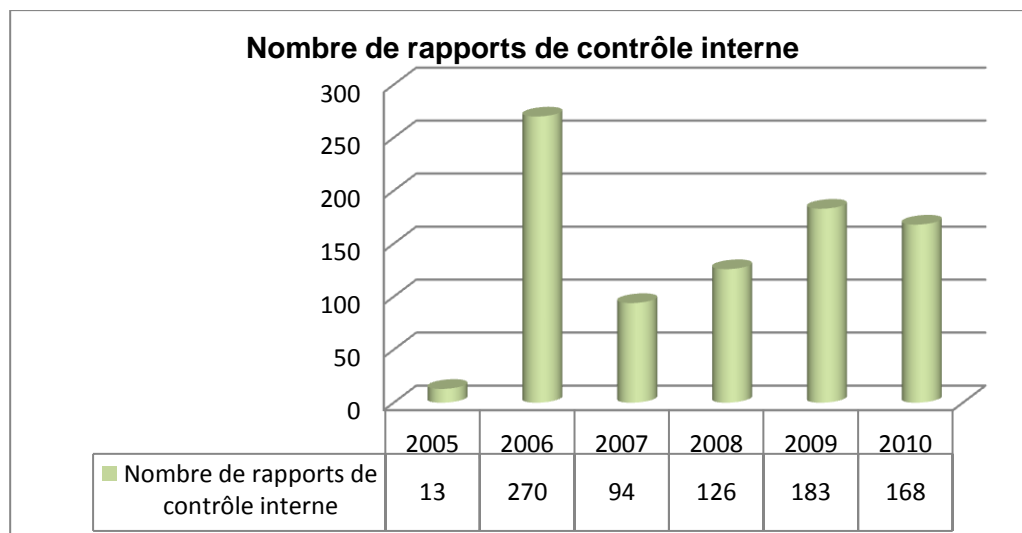


4.4.2. Rapports de contrôle interne

Conformément aux articles 39 à 41 de la loi 2008-47, les SFD sont tenus de transmettre à la tutelle les rapports de contrôle interne, dans un délai de 30 jours après leur production et sur les aspects relatifs:

- à l'organisation et au fonctionnement ;
- aux principes coopératifs ou mutualistes ou les textes régissant les autres formes juridiques ;
- aux règles et normes de comptabilité ;
- aux règles et normes de gestion ;
- à la sécurité.

Les réseaux ont transmis cent soixante-huit (168) rapports de contrôles internes en 2008 contre cent quatre-vingt-trois (183) en fin décembre 2009.



L'exploitation des rapports de contrôle interne a fait ressortir les principales anomalies suivantes:

- non-respect du niveau maximal d'encaisse par certaines caisses;
- absence de rigueur dans le montage de certains dossiers de crédit ;
- dysfonctionnements dans la gestion administrative ;
- insuffisances dans les politiques et procédures de recouvrement des créances ;
- système d'information et de gestion défaillant ;
- non application de certaines recommandations issues des missions précédentes ;
- taux de portefeuille à risque parfois très élevé.

De surcroit, les contrôles effectués par ces faïtières ne couvrent pas l'ensemble des aspects réglementaires.

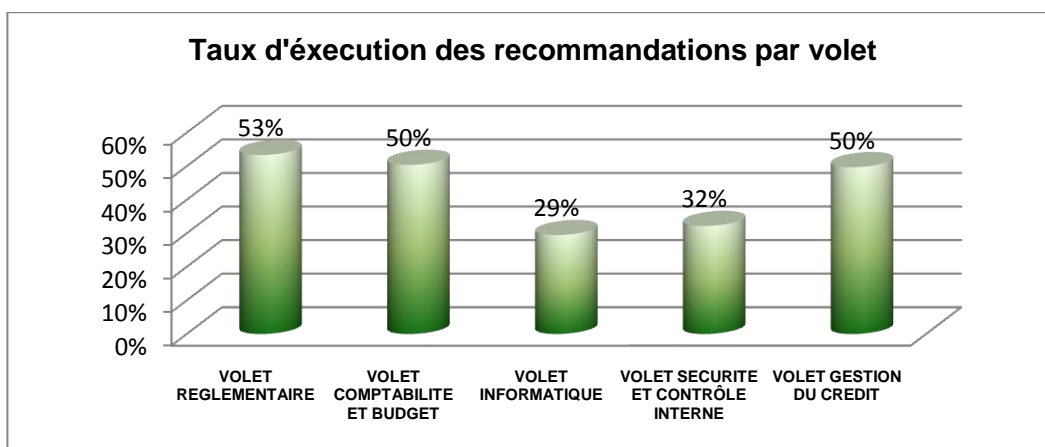
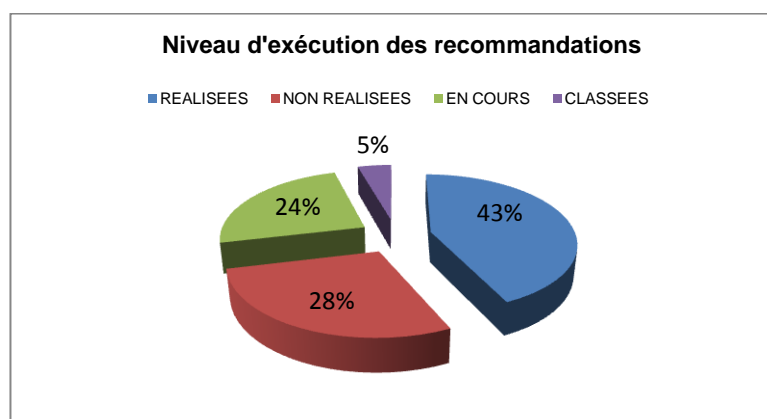
4.4.3. Suivi de la mise en œuvre des recommandations

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues des rapports d'inspection, une revue est faite avec les dirigeants sur les mesures édictées en vue d'en évaluer le niveau d'exécution.

Les 26 séances tenues sur les 27¹ rapports de 2009 révèlent un niveau de réalisation moyen de 46%. De nouvelles instructions ont été données aux dirigeants pour le respect des délais d'exécution.

Des missions de suivi procéderont en 2011 à une vérification sur place et il en sera de même du suivi des recommandations pour la correction des anomalies.

TABLEAU CONSOLIDE DE L'ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS						
TYPES DE RECOMMANDATION	RECOMMANDATIONS	REALISEES	NON REALISEES	EN COURS	CLASSEES ²	TAUX D'EXECUTION
VOLET REGLEMENTAIRE	326	174	98	99	9	53%
VOLET COMPTABILITE ET BUDGET	248	125	41	71	11	50%
VOLET INFORMATIQUE	156	46	72	22	15	29%
VOLET SECURITE ET CONTRÔLE INTERNE	295	95	110	75	14	32%
VOLET GESTION DU CREDIT	350	174	81	79	14	50%
TOTAL	1375	614	402	346	63	45%



¹ Le 27^{ème} rapport concerne ASACASE mis sous administration provisoire.

² Le passage à la nouvelle réglementation a permis de classer ces recommandations.

4.5. Mesures d'assainissement

Les résultats de la supervision des Sfd révèlent des problèmes de gouvernance issus de la faible capacité managériale des dirigeants et/ou de pratiques nébuleuses. De plus, les défaillances, voire l'inexistence du contrôle interne sont souvent cumulées à des systèmes d'information et de gestion inadaptés.

La viabilité est ainsi compromise au regard des risques portés par des institutions dont la situation, déjà préoccupante, est aggravée par la récurrence de SFD en cessation d'activités ou pire, par l'existence de structures d'intermédiation illégalement constituées.

La pérennité de l'offre de services financiers adaptés, gage de l'inclusion financière et, plus généralement, empreinte de la contribution du secteur au développement économique et social, requiert un renforcement des efforts déjà consentis par l'Etat et ses partenaires pour la mise en place d'un cadre d'exercice assaini.

Prenant la pleine mesure de ces enjeux, la DRS-Sfd a mis en place un comité regroupant l'ensemble des services pour l'élaboration du plan d'Assainissement du Secteur de la Microfinance. Ce comité s'est notamment appuyé sur les ressources du système d'informations interne et sur les résultats de la supervision pour faire un premier diagnostic, révélateur des violations de la réglementation et du niveau de dégradation de certaines institutions. Il est ainsi apparu la nécessité de procéder à un recensement exhaustif permettant l'identification des différentes situations et l'adoption des moyens d'action appropriés.

L'urgence a commandé une démarche séquentielle, basée sur une mise en œuvre diligente des décisions, au fur et à mesure de la définition de la stratégie et de l'identification des actions à mener, pour les axes suivants :

- 1. le recensement et la classification des institutions ;**
- 2. l'adoption des mesures adéquates ;**
- 3. la stratégie de pérennisation.**

(Voir plan d'assainissement disponible sur le site web de la DRS-Sfd)

4.6. Sanctions

Eu égard à la récurrence des irrégularités, l'application des sanctions a été renforcée. Néanmoins, certaines mesures administratives sont accompagnées de procédures garantissant les intérêts des mis en cause. C'est le cas des visites pré retrait et des notifications d'ouverture de procédure pour les SFD et les GEC.

4.6.1. Visites pré retrait

Dix (10) SFD situés dans les régions de Fatick et de Kaolack ont été visités, pour évaluer l'état de leur fonctionnement, avant d'engager la procédure de retrait d'agrément.

4.6.2. Sanctions disciplinaires

<i>Rappel pour la mise en conformité des GEC</i>	<i>Rappel pour la mise en conformité des SSCC</i>	<i>Mise en demeure</i>
187	07	03

4.6.3. Injonctions et notifications

<i>Injonctions de cessation d'activité pour exercice illégal</i>	<i>Notifications d'ouverture de la procédure de retrait pour non dépôt des états financiers</i>
28	80

4.6.4. Retraits d'agrément et de reconnaissance

Aucun retrait d'agrément n'a été effectué durant l'année 2010. Cependant, avec la mise en œuvre du plan d'assainissement, il a été procédé à l'ouverture de la procédure de retrait d'agrément pour 80 SFD.

Les décisions de retrait de reconnaissance, signées par le Ministre d'Etat, concernent quatorze (14) GEC polarisés par l'Association pour le Développement des Agriculteurs de Kaolack (ADAK) et par l'Association Rurale des Agriculteurs de Notto Diobass (ARAN).

4.6.5. Destitution de dirigeants

Les difficultés et manquements graves constatés ont motivé la convocation des Assemblées générales de la MECUDEFS Kaolack et de l'UMEC SEDHIOU par la Tutelle.

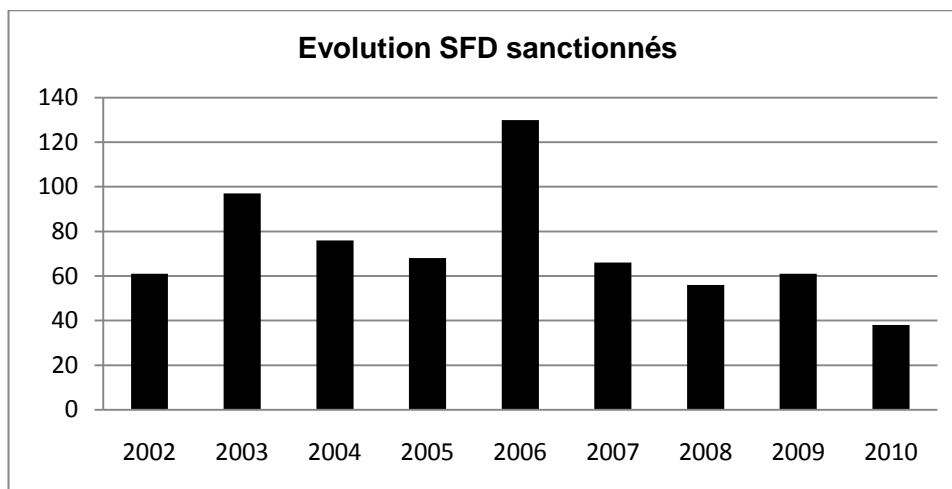
Ces assemblées, conformément à l'article 22 du décret n°2008-1366 du 28 novembre 2008, ont procédé à la destitution des dirigeants et à leur remplacement.

STRUCTURES	ACTIONS FAITES
<i>MECUDEFS / KAOLACK</i>	<i>Assemblée générale convoquée par le Ministre et élection de nouveaux dirigeants le 29/05/10</i>
<i>UMEC de SEDHIOU</i>	<i>Assemblée générale convoquée par le Ministre et élection de nouveaux dirigeants le 28/07/10</i>

4.6.6. Sanctions pécuniaires

Les sanctions pécuniaires appliquées aux SFD sont relatives à l'application de pénalités pour carences dans la communication des statistiques et informations destinées au Ministre. Au titre de l'exercice 2010, trente-huit (38) SFD ont fait l'objet de sanctions pécuniaires par le Ministère des Finances. Ces pénalités portent sur les états financiers de l'exercice 2009.

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Evolution SFD sanctionnés	68	130	66	56	61	41



	Notifications	Recouvrés	A recouvrer	Observations
Nombre	41	11	30	<i>Pénalités de retard</i>
Montant	18 980 000	750 000	18 230 000	<i>Le recouvrement concerne les SFD qui ont transmis à la DRS-Sfd les justificatifs de versement.</i>

4.6.7. Administration provisoire

La structure sous convention cadre ASACASE a été mise sous administration provisoire depuis le 1^{er} juillet 2010.

Un Comité a été mis en place par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances pour assurer le suivi. Ce comité, présidé par la DRS-Sfd et composé de l'Agence Judiciaire de l'Etat, de la Direction de la Monnaie et du Crédit et de la BCEAO, s'est réuni trois (3) fois et a élaboré le rapport sur l'administration provisoire de juillet à décembre.

V. PERSPECTIVES

La DRS-Sfd s'inscrit dans la continuité des projets structurants :

- **le plan d'assainissement ;**
- **l'alerte précoce et le eControl.**

Pour la mise en œuvre de ces projets, les actions suivantes sont prévues:

1- système d'alerte précoce et eControl

- redynamisation de la cartographie numérisée des SFD ;
- unification des bases de données ;
- connexions du SAP à la base de données unifiée ;
- présentation signalétiques du dossier permanent pour chaque SFD ;
- harmonisation du format de saisie et de transfert des données périodiques ;
- recensement des SIG et mise en œuvre de la phase pilote au niveau de l'échantillon de SFD ;
- encadrement pour la mutualisation ou l'harmonisation des systèmes d'informations et de gestion des SFD ;

2- plan d'assainissement

- retraits d'agréments pour les SFD en cessation d'activités;
- retraits des reconnaissances;
- mise en œuvre des procédures collectives d'apurement du passif;
- suivi rapproché des institutions en difficulté;
- application des mesures de pérennisation identifiées.

3- le renforcement des fonctions de support

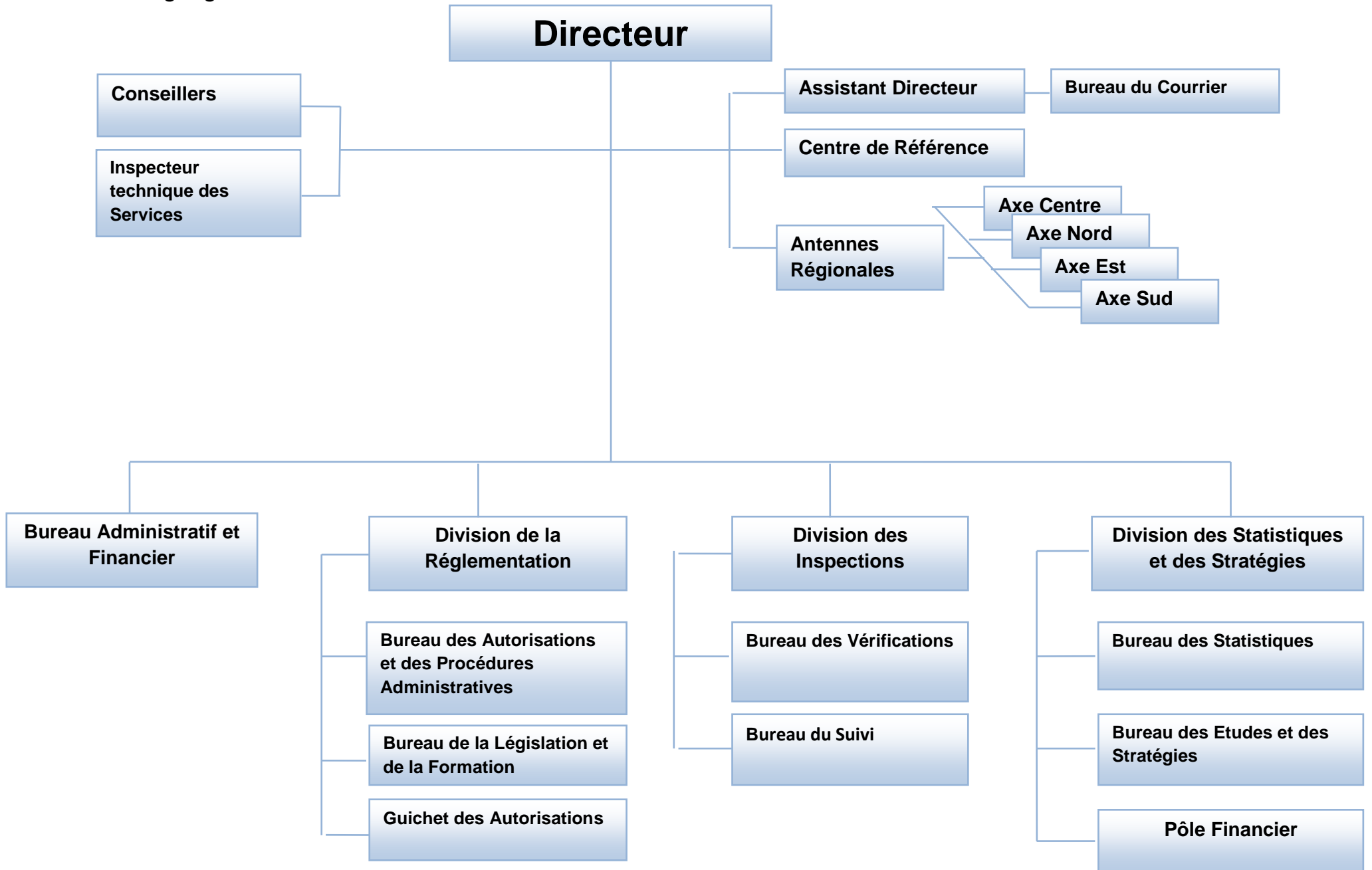
- révision du manuel de procédures;
- mise en place d'un dispositif de suivi évaluation contrôle ;
- renforcement du cadre opérationnel des missions d'inspection;
- poursuite du programme de sensibilisation et d'information sur la nouvelle réglementation et le Référentiel comptable spécifique aux SFD ;
- plan de formation des agents ;
- plan de communication;
- renforcement du parc automobile et des fonds pour la supervision ;

ANNEXES

ANNEXE 1 : Procédures d’instruction des dossiers de demande d’agrément par la DRS-Sfd

	Etapes	Délais de traitement	Plafonnement nombre ANC	Délais suspensifs	Décision	Suivi
1^{er} Dépôt du DDA	Recevabilité	15 jours	2	1 mois	• Classement	• Possibilité de déposer un 2 ^{ème} DDA
					• Récépissé de dépôt	• Ouverture instruction
	Ouverture instruction	3 mois	3	1 mois	• Validation	• Poursuite des étapes suivantes : BCEAO et Décision Ministre chargé des Finances • Possibilité de déposer un 2 ^{ème} dépôt de DDA
					• Rejet	
2^{ème} Dépôt du DDA	Recevabilité	15 jours	2	1 mois	• Rejet	• Définitivement clos
					• Récépissé	• Ouverture instruction
	Ouverture instruction	3 mois	3	1 mois	• Validation	• Poursuite des étapes suivantes : transmission BCEAO et décision Ministre chargé des Finances • Définitivement clos
					• Rejet	

ANNEXE 2 : Organigramme



ANNEXE 3 : Activités de représentation

N° d'ordre	Objet	Dates
1	Atelier sur la réutilisation des fonds du Programme Emploi des Jeunes en Milieu Urbain (PEJU)	28-janvier
2	Forum sur la finance islamique	11 au 12 janvier 2010
3	Réunion sur l'examen des mesures de l'ISPE et des perspectives pour mars 2010	16 février
4	Réunion de concertation sur les programmes d'inspection des SFD au titre de l'année 2010	15 au 19 février
5	11 ^{ème} réunion du Comité National de Coordination des activités du secteur de la microfinance	17 février
6	Séminaire sur les indicateurs de suivi évaluation du PAMIF2	11 au 12 mars 2010
7	Atelier de partage des conclusions et recommandations de l'Etude sur l'offre et la demande de financement des PME au Sénégal	20-janvier
8	Réunion préparatoire du Conseil Présidentiel sur le Microcrédit	12 février
9	Atelier de formation « Capacity works »	22 au 26 février
10	Atelier de planification	10 et 11 février
11	Réunion du comité de gestion et du comité directeur du centre de traitement informatique	23 février
12	Réunion du groupe de travail n°1 sur les procédures administratives, lutte contre la corruption, contrats publics... APIX	19-mars
13	Formation sur les techniques de communication	24 au 26 mars
14	Atelier de restitution portant sur l'étude de faisabilité du projet mobile banking mutualisé	24 février
15	Forum sur le crédit bail	22 au 23 mars
16	Réunion de la sous commission du CPM « renforcement de la surveillance du secteur de la microfinance » du CPM	22-mars
17	Réunion de validation du rapport de la sous commission « renforcement de la surveillance »	30-mars
18	Réunion sur la validation des mesures de sécurisation des valeurs et documents	15 février
19	Atelier de validation du manuel de procédures de l'utilisation des fonds récupérés du PEJU	25 au 27 mars
20	Participation à la réunion sur l'élaboration du plan d'actions Sénégal du Programme d'Evaluation du Secteur Financier.	23 février
21	Participation à l'atelier sur mise en conformité des SIG des SFD avec le nouveau référentiel comptable à Bamako	02-mars
22	Participation à l'atelier sur la mise en place du cadre de collaboration permanent	31-mars
23	Participation au séminaire de formation sur le logiciel TOMPRO	01 au 12 mars
24	Participation aux travaux de la deuxième concertation sur le crédit	16 au 17 mars 2010
25	Participation au séminaire sur la gestion axée sur les résultats	09 au 13 mars
26	Participation à la réunion sur le processus de formulation de la politique économique et sociale de troisième génération, 2011-2015	31-mars
27	Participation à la réunion du comité restreint de pré-validation de la revue Echos finances	30-mars
28	Participation à la réunion du comité national de suivi du plan d'actions du PESF	31-mars
29	Formation sur le cadre logique et la gestion axée sur les résultats	08 au 13 mars
30	Atelier de restitution des travaux sur la planification de la supervision	08-mars
31	Réunion de la sous-commission 2 « Processus de formation du document de politique Economique et Sociale de 3ème génération	08-avr-10
32	Réunion de la sous-commission 2 en préparation au Conseil Présidentiel sur la Micro finance	09-avr-10
33	Réunion de la Concertation National sur le Crédit	14-avr-10
34	Réunion du groupe 4 de formulation du Document de Politique Economique et Sociale	14-avr-10
35	Réunion du groupe n° 1 « Procédures administratives Application des textes de Bonne Gouvernance, lutte contre la corruption et contrats publics »	16-avr-10

36	Atelier de restitution de l'étude de faisabilité du réseautage des mutuelles membres de la FONGS	Du 21 au 22 Avril 2010
37	Atelier de restitution de l'étude sur la fiscalité supportée par les SFD	Du 21 au 22 Avril 2010
38	Réunion du Conseil d'Orientation de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers	22-avr-10
39	Réunion du Conseil Présidentiel sur les marchands ambulants	20-avr-10
40	Réunion du groupe n° 1 « Procédures Administratives Application des textes Bonne Gouvernance, lutte contre la corruption et contrats publics »	23-avr-10
41	Réunion du CNC	29-avr-10
42	Atelier de validation du plan stratégique de la composante PME du programme PACC-PME /PMF	27-avr-10
43	Réunion du groupe n°1 « Procédures Administratives Application des textes Bonne Gouvernance, lutte contre la corruption et contrats publics »	30-avr-10
44	Réunion du groupe n° 1 « Procédures Administratives Application des textes Bonne Gouvernance, lutte contre la corruption et contrats publics »	04-mai-10
45	Réunion du groupe 8 : Bonne gouvernance (Réforme budgétaire et financière, justice Réforme et management de l'Administration Publique. Communication, Parlement)	04-mai-10
46	Réunion sur la Concertation National sur le Crédit	05-mai-10
47	Réunion du groupe 4 « Politique d'accompagnement dans le cadre de l'élaboration du document de politique économique et social de troisième génération »	05-mai-10
48	Réunion sur l'examen des termes de référence de l'étude sur l'affacturage	06-mai-10
49	Atelier sur la diffusion de nouveaux produits de SFD	Du 06 au 07 mai
50	Réunion du Conseil d'Orientation du FONSTAB	12-mai-10
51	Atelier Technique de préparation du rapport national sur la compétitivité édition 2010	12-mai-10
52	Atelier sur la nouvelle réglementation au profit des SFD de la Région de Diourbel	DU 13 au 14 mai 2010
53	Atelier de restitution des rapports des sous commissions du groupe de travail n° 4 : « Politique d'accompagnement dans le cadre de l'élaboration du document de politique économique et social de troisième génération	17-mai-10
54	Atelier de partage du dispositif de suivi-évaluation-contrôle du PALPS	19-mai-10
55	Réunion de préparation de la revue annuelle conjointe du programme de coopération entre le Sénégal et la Belgique	21-mai-10
56	Réunion du groupe n°1 « Procédures Administratives Application des textes : Bonne Gouvernance, lutte contre la corruption et contrats publics »	21-mai-10
57	Atelier de validation du manuel des procédures du PAL/PS	Du 25 au 26 mai 2010
58	Atelier de planification de la composante micro finance/SFD du programme d'appui à la compétitivité et la croissance des PME et à la performance du secteur de la micro finance (PACC-PME/PMF)	01-juin-10
59	Atelier de partage et d'échange en vue d'analyser les mécanismes et modalité d'installation d'un point focal de l'AP/SFD	DU 02 au 03 juin
60	Atelier sur le programme de développement du crédit-bail de la SFI	04-juin-10
61	Formation sur le thème « Education financière au profit des clients des institutions de microfinance »	Du 08 au 11 juin 2010
62	Réunion portant sur l'étude exploratoire sur l'évolution de l'AFTU et ses interfaces avec MECTRANS	09-juin-10
63	Conférence annuelle de l'ENEA, sur le thème « les SFD face à la crise économique et financière : enjeux et perspectives »	12-juin-10
64	Réunion sur l'examen des mesures du programme ISPE	10-juin-10
65	Atelier sur le programme de développement du crédit-bail de la SFI	04-juin-10
66	Séminaire sur la Banque à distance	DU 14 au 15 juin 2010
67	Atelier sur la nouvelle réglementation au profit des SFD affiliés au REMEC NDIAYES	Du 17 au 18 juin
68	Réunion des membres du groupe 8 : Bonne gouvernance (réformes budgétaires et financières, justice et management de l'administration publique, Communication, Parlement)	18-juin-10
69	Réunion du Comité National de Suivi du Plan d'Action PESF	24-juin-10
70	Réunion de synthèse de la mission de supervision du PROMER I ET PROMER II	25-juin-10

71	Réunion du groupe n°1 « Procédures Administratives Application des textes Bonne Gouvernance, lutte contre la Corruption et Contrats Publics ».	25-juin-10
72	Journées Economiques du Nord : Saint-Louis-Louga-Matam	Du 25 au 26 juin 2010
73	Forum des acteurs de la ligne de crédit BID-FPE sur le thème : le projet de micro finance islamique et perspectives	DU 28 juin au 29 juin 2010
74	Atelier sur la gestion du crédit	DU 28 juin au 02 juillet 2010
75	Formation sur le référentiel comptable spécifique des SFD	DU 28 juin au 02 juillet
76	Réunion du Conseil d'Orientation du FONSTAB à la Direction de l'Elevage	05-juil-10
77	Atelier de formation sur la transparence des prix au Sénégal à l'hôtel Pullman Téranga Dakar	06 juillet 2010
78	Atelier sur la mise en œuvre des recommandations de la 2e concertation nationale sur le crédit au Bureau Régional de la Banque Mondiale	06/07/2010
79	Atelier sur le thème animation commerciale et management des performances à l'hôtel Pullman Teranga	07, 08,09 et 12 juillet 2010
80	Réunion du Comité de direction de la revue "Echos Finances" à la Salle de conférence du MEF	09-juil
81	Cérémonie de remise du Prix Alpha de la meilleure équipe de projet/programme première édition 2010 Exercice 2007/2008, au Théâtre National Daniel Sorano	13-juil
82	Participation de la DRS-SFD à l'atelier de validation du rapport du groupe à l'hôtel Ngor Diarama	14 et 15 juillet 2010
83	Réunion sur l'examen des mesures du programme ISPE	15-juil
84	Participation d'un agent de la DRS-SFD à la réunion sur l'examen de la participation du MEF à la mise en œuvre de la PLASEPRI	16-juil
85	formation en Suivi Evaluation Contrôle à l'Hôtel "Les Filaos" à Saly Portudal	20 au 24 juillet 2010
86	Atelier de renforcement de capacités des partenaires d'exécution des Fonds récupérés du PEJU qui s'est tenu à l'hôtel "Filaos" de Saly Portudal	20 et 24 juillet 2010
87	Réunion du Conseil d'Orientation au MEF	22-juil
88	Atelier de vulgarisation sur les réformes de transfert de propriété à l'APIX	27-juil
89	Atelier de vulgarisation sur les réformes de la justice commerciale qui s'est tenu à l'Agence pour la Promotion de l'Investissement et des Grands Travaux	27-juil
90	Participation de la Direction à une émission télévisée sur la réglementation des SFD à la RTS	28-juil
91	Assemblée Générale de l'UMEC de Sédhiou à la Mairie de Sédhiou	28-juil
92	Réunion du comité de suivi du plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations de la 2ème concertation nationale sur le crédit au MEF	29-juil
93	Séminaire de formation Finance Islamique à l'hôtel Méridien Président	03 et 04 Août 2010
94	Atelier sur le système d'information et de gestion d'un SFD à Mbour Saly	03 et 07 Août 2010
95	Réunion de coordination au 6ème Etage du MEF	04-août
96	Réunion d'ouverture des offres techniques de l'étude sur la revue du cadre réglementaire et fiscal dans le cadre du projet de promotion et de développement de la finance islamique à la DMC	06-août
97	Atelier sur la relance du PFMSP à l'ENA	09-août
98	Participation d'un agent de la DRS-SFD à la Réunion du Groupe n° 1 "Procédures Administratives Application des textes Bonne Gouvernance, Lutte contre la Corruption et contrats publics" à l'APIX	13-août
99	Réunion d'évaluation des offres de l'étude concernant la finance islamique à la DMC	13-août
100	Participation d'un agent de la DRS-SFD à la réunion du comité permanent de rédaction de la revue "Echos Finances" au MEF	17-août
101	Participation d'un agent de la DRS-SFD à la réunion du comité de suivi du plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations de la 2ème concertation nationale sur le crédit au MEF	17-août
102	réunion commune des structures Mixtes de concertation locale du PAMIF1 et PAMIF2 le mercredi à 9 h à la salle de réunion du PAMIF2, à Kaolack	18-août
103	Réunion sur l'examen des mesures du programme ISPE qui s'est tenue au MEF	19-août
104	Participation d'un agent de la DRS-SFD à l'atelier de validation du rapport provisoire du Bilan diagnostics du DSRP à l'hôtel Ngor Diarama de Dakar	19-août
105	Cérémonie de remise de chèque et d'Attestations aux SFD qui s'est tenue dans la salle de spectacles du Conseil Régional de Kaolack	24-août

106	Réunion sur la mise en œuvre des recommandations de la 2ème concertation nationale sur le crédit au MEF	24-août
107	Réunion du Groupe n° 1 "Procédures Administratives Application des textes Bonne Gouvernance, Lutte contre la Corruption et contrats publics" à l'APIX	27-août
108	Conférence religieuse annuelle de AFMEF Thème "Droit et Devoir de la Femme dans la société Musulmane (Parité)"	28-août
109	Atelier sur le secteur de la microfinance au Sénégal : situation actuelle, enjeux et nouvelle réglementation à l'hôtel NEPTUNE de Saly	02 et 03 septembre 2010
110	Réunion sur le Financement de la campagne de commercialisation agricole au Ministère de l'Agriculture	03 septembre 2010
111	Réunion du comité de crédit dans les locaux du PLASEPRI	07-sept
112	Réunion du Comité National de Coordination des activités de microfinance (CNC) à l'hôtel Pullman Téranga Dakar	08-sept
113	Réunion du Comité National de suivi du Plan d'actions PESF à la BCEAO agence	14-sept
114	Séminaire sur la Microfinance à ziguinchor	20 au 24 septembre
115	Atelier sur "la mesure et contrôle des impayés et fixation du taux d'intérêt" à Mbour	14 au 18 septembre 2010
116	Réunion sur la mise en œuvre des recommandations de la 2ème concertation national sur le crédit au siège de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers	14-sept
117	Réunion du comité national UEMOA au MEF	15-sept
118	Forum Mondial sur les Politiques d'inclusion Financière de l'AFI du à l'Ayana Resort Bali, Indonésie	27 au 29 septembre 2010
119	Invitation par le PACC, d'une mission d'études et de prospections en Allemagne	19 au 26 septembre 2010
120	Signature du document de convention collective de la Branche d'activités des SFD à l'hôtel Pullman de Téranga	15-sept
121	Réunion du comité permanent de rédaction de la revue "Echos Finances" au MEF	16-sept
122	Atelier de sensibilisation pour les formations sur le contrôle internes et de l'audit externe à l'hôtel Pullman Téranga de Dakar	21-sept
123	Réunion d'évaluation à mi-parcours du PAMIF1	23-sept
124	Réunion du comité des Mandats au MEF	27-sept
125	Réunion du comité de Crédit pour statuer sur les demandes de refinancement formulées par les mutuelles U-IMCEC ET MEC FEPRODES	22-sept
126	Réunion du comité des mandats au MEF, en vue de préparer la prochaine session du Conseil des Ministres de l'UEMOA, prévue à Ouagadougou le 1er Octobre 2010,	27 septembre 2010
127	Cérémonie de lancement officiel de la campagne de communication sur la promotion de la bancarisation et de l'utilisation des moyens de paiement scripturaux dans l'UEMOA à la BCEAO	23-sept
128	Réunion du Groupe n° 1 "Procédures Administratives Application des textes Bonne Gouvernance, Lutte contre la Corruption et contrats publics" à l'APIX	24-sept
129	Atelier de recueillement des observations et suggestions de la commission "Services étatiques" à l'hôtel Ngor Diarama de Dakar	23-sept
130	Participation des agents de la DRS-SFD à la formation sur les principes généraux de la comptabilité des IMF qui se tiendra du Mercredi 22 septembre au Samedi 25 septembre 2010 à partir de 9h	22 au 25 septembre 2010
131	Atelier de présentation de la passerelle SIG et conclusions de l'étude sur le centre de traitement de l'information (CTI)	07-oct-10
132	Atelier sur la revue conjointe du DSRP-II	08-oct-10
133	Atelier de planification des activités du PALPS	12 au 15 Octobre 2010
134	Réunion du Comité Technique et du Comité d'Orientation à Thiès	14/10/2010
135	Conférence Internationale sur le thème "L'Afrique et les dangers de la mondialisation du crime"	14 au 15 octobre 2010
136	Réunion du Groupe n° 1 "Procédures Administratives Application des textes Bonne Gouvernance, Lutte contre la Corruption et contrats publics"	15-oct-10
137	Séminaire de formation sur le renforcement des capacités des Institutions de Microfinance	19 au 21 octobre 2010
138	Réunion du comité de suivi des recommandations de la 2ème concertation nationale sur le crédit au MEF	27-oct-10
139	Réunion du comité permanent de rédaction de la revue "Echos Finances"	28-oct-10
140	Travaux de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale	02-nov-10

141	Atelier de validation du rapport relatif aux orientations stratégiques du groupe 8 Bonne Gouvernance	02 et 03 novembre 2010
142	Atelier sur l'analyse financière des SFD	02 au 6 novembre 2010
143	Conférence technique suivie de point de presse et émission radio à Matam, Saint-Louis, Louga Tambacounda, Kolda, Sédhiou, Kaolack, Diourbel, Fatick, Thiés	02 novembre au 03 décembre 2010
144	Réunion du Comité National de Coordination des activités de microfinance	03-nov-10
145	Lancement du Fonds d'Appui aux Initiatives Locales (FAIL) et de l'office Régional pour l'Emploi des Jeunes (OREJ)	05 et 06 novembre 2010
146	Formation sur le thème "Gestion des risques opérationnels au sein des SFD"	08 au 12 novembre 2010
147	Réunion du comité de Pilotage de l'étude sur l'affacturage	12/11/2010
148	Commission de l'Economie générale des Finances, du Plan et de la Coopération économique du SENAT	19/11/2010 et le 26/11/2010
149	Atelier sur l'éducation financière	22 au 26 novembre 2010
150	Atelier d'information et de partage avec l'ensemble des PCA des SFD	
151	Réunion du Groupe n° 1 "Procédures administratives Application des Textes, Bonne Gouvernance, Lutte contre la corruption et contrats publics	vendredi 26 novembre 2010
152	Séance plénière du SENAT	27/11/2010 et 03/12/2010
153	Réunion du Conseil d'Orientation de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers	29/11/2010
154	Atelier des sous comités du comité technique des programmes statistiques (CTPS)	29 et 30 /11/2010
155	Atelier national de réflexion sur la mise en œuvre du règlement communautaire sur les mutuelles sociales	30/11/2010
156	Atelier de renforcement de capacités Banques-SFD sur les outils d'analyse des performances des SFD	1er au 3 décembre 2010
157	Réunion du comité de crédit pour statuer sur les demandes de refinancement formulées par MEC DJOMEC et MEC AFER NORD	02/12/2010
158	Réunion de restitution du rapport provisoire de l'Etude relative à un fonds de bonification au profit des SFD, sur ligne PMIA	03/12/2010
159	Atelier de validation du Manuel de suivi-évaluation du PAMIF2	6 et 7 décembre 2010
160	Réunion sur la mise en œuvre du plan d'actions de la 2ème concertation nationale sur le crédit	mardi 07 décembre 2010
161	Atelier sur les indicateurs de suivi et d'évaluation de la matrice des actions prioritaires du DSRP II	jeudi 09 et vendredi
162	Réunion du comité permanent de rédaction de la revue "Echos Finances" élargi aux Conseillers Techniques membres du comité éditorial	15-déc-10
163	Réunion sur le rapport final de l'étude exploratoire sur l'évolution du statut de l'AFTU et ses interfaces avec MECTRANS	15/12/2010
164	Séminaire sur le "Guide d'instruction des dossiers d'autorisation d'exercice de l'activité de microfinance" organisé par la BCEAO	20 et 21 décembre 2010
165	Réunion sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au Sénégal	21-déc-10
166	Réunion du Comité National de suivi du Plan d'action PESF	28/12/2010
167	Atelier sur le dispositif de suivi-évaluation -contrôle de la DRS-SFD	28 au 29 décembre 2010

ANNEXE 4 : Tableau: étapes des Conférences techniques régionales

Etapes	Activités	Dates
Cérémonie de lancement de la campagne	Conférence de presse à la DRS/SFD	29 Octobre 2010
AXE n°1 : Matam-Saint Louis- Louga	Conférence technique suivie d'un point de presse à Matam	02 Novembre 2010
	Emission radio Matam	
	Conférence technique retransmise en direct à la radio suivie d'un point de presse à Saint-Louis	03 Novembre 2010
	2 émissions radio à Saint-Louis	
	Conférence technique suivie d'un point de presse à Louga	04 Novembre 2010
AXE n°2 : Tamba-Kolda- Sédhiou-Ziguinchor	Conférence technique suivie d'un point de presse à Tambacounda	09 Novembre 2010
	Emission radio à Tambacounda	
	Conférence technique suivie d'un point de presse à Kolda	10 Novembre 2010
	Emission radio à Kolda	
	Conférence technique suivie d'un point de presse à Sédhiou	11 Novembre 2010
AXE n°3 : Diourbel-Fatick- Kaolack-Kaffrine	Conférence technique suivie d'un point de presse à Diourbel	29 Novembre 2010
	Emission radio à Diourbel	
	Conférence technique suivie d'un point de presse à Kaolack	30 Novembre 2010
	Emission radio à Kaolack	
	Conférence technique suivi d'un point de presse à Fatick	01 Décembre 2010
	Conférence technique suivi d'un point de presse à Kaffrine	02 Décembre 2010
AXE n°4 : Thiès - Dakar	Conférence technique suivie d'un point de presse à Thiès	03 Décembre 2010
	2 émissions radio dans la région de Thiès	

ANNEXE 5 :

RENCONTRES ET ECHANGES	
AVRIL	
1	GTZ
2	Délégation République du Cap vert
3	Délégation Qatar
MAI	
4	Audience avec le Directeur Exécutif de l'AP/SFD
5	BCEAO
6	Cabinet AGIR, Etude sur les GEC
7	OQSF
8	AFR/017
9	CENTIF
10	BCEAO
11	Commission bancaire de l'UEMOA
JUIN	
12	Lux-DEVELOPMENT
13	PAMIF1
14	FENU
15	PMIA
JUILLET	
16	MF Transparency
17	PACC PME PMF / GTZ
AOUT	
18	KFW
19	PLASEPRI
20	PROMER
OCTOBRE	
21	Délégation République Centrafricaine
22	ONECCA
23	Délégation République du Niger
24	Chambre des Notaires du Sénégal
25	DID Desjardins
26	CGAP
27	ESMP
NOVEMBRE	
28	GTZ